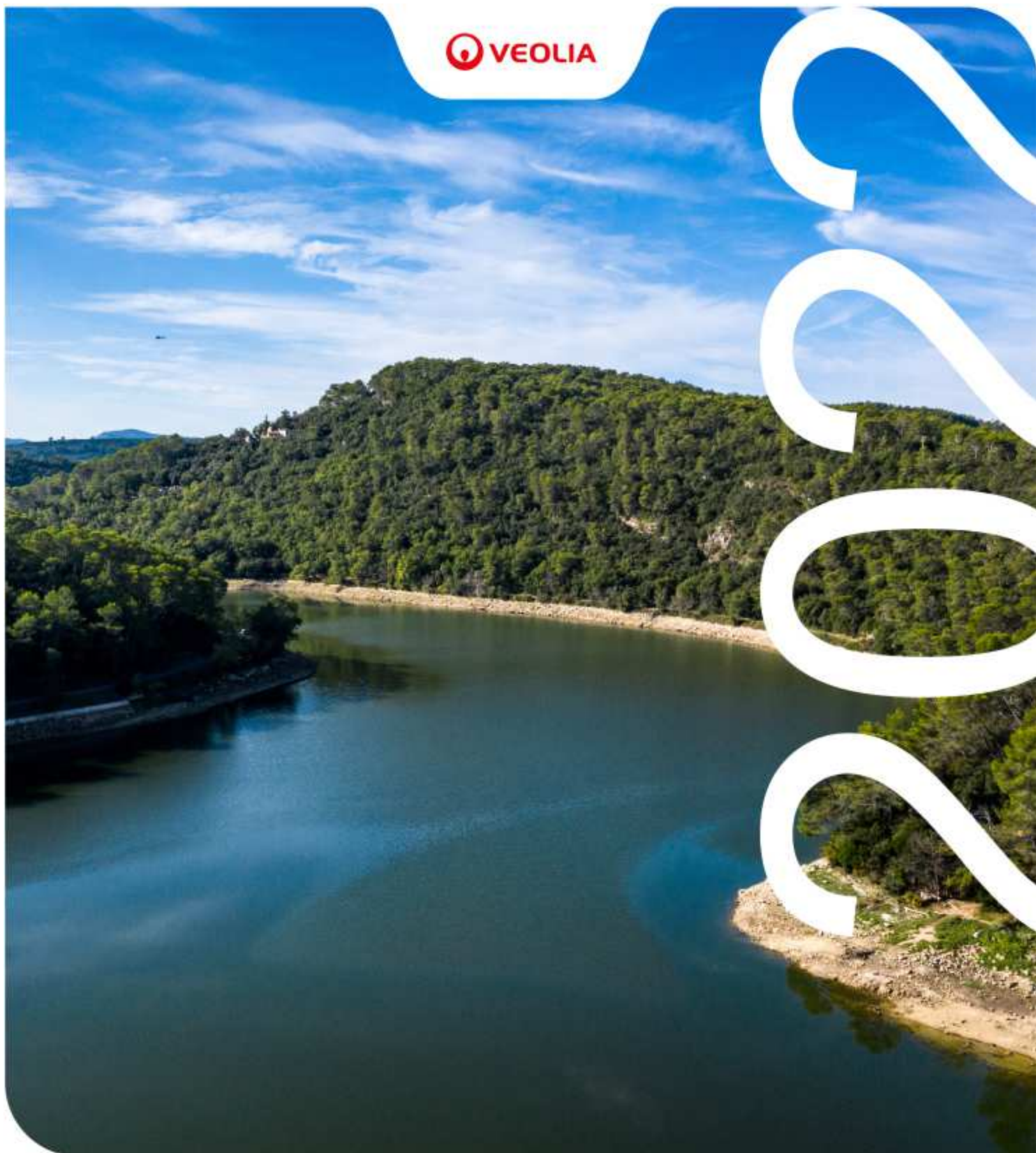




RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Commune d'Aubusson - Service public de distribution
d'eau potable

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Auteur	Date
Florence MOULY	Fabrice MERCHADOU	30/05/2023

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2022

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service de l'eau de l'année 2022. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi apprécier la performance de votre service.

2022 a été une année singulière, marquée par le déclenchement de plusieurs crises majeures bouleversant durablement le cours de nos activités et de nos ressources.

L'actualité géopolitique et notamment la guerre en Ukraine nous a rappelé la fragilité de nos systèmes énergétiques, amplifiée par un contexte fortement inflationniste à travers les tensions sur l'approvisionnement et les prix de fourniture de l'énergie et des matières premières.

En réponse, Veolia s'est mobilisé rapidement pour atténuer les conséquences de cette crise : mobilisation des équipes achats pour sécuriser l'approvisionnement en énergie et réduire la volatilité des prix, partenariat avec le programme Ecowatt, solutions concrètes pour réduire sa consommation d'énergie ainsi que celle de ses clients, renouvellement d'appareils les plus énergivores ou la flexibilité électrique.

Afin de contribuer à la souveraineté énergétique des territoires, nous nous sommes fixés comme objectif de rendre autonomes en énergie d'ici 5 ans les services que nous gérons grâce notamment à la généralisation de la **production de biogaz** à travers la méthanisation des boues des stations d'épuration que nous opérons ou l'installation de **panneaux photovoltaïques**.

Plus encore que la crise énergétique, l'année 2022 a été marquée par une des sécheresses les plus prononcées depuis 1959, inédite par sa durée et sa précocité, ayant pour effets un fort accroissement des feux de forêt et une tension encore jamais rencontrée sur la ressource en eau impactant l'ensemble des usages de l'eau: domestique, industrie, tourisme, agriculture, avec à la clef une pression supplémentaire sur la biodiversité.

Ces manifestations du dérèglement climatique vont se répéter et s'amplifier dans les prochaines décennies. C'est pourquoi nous souhaitons accompagner plus encore nos clients dans l'adaptation aux effets du changement climatique afin d'anticiper les crises hydriques futures et réduire les risques opérationnels.

Disposer de solutions de plus en plus efficaces pour lutter contre les fuites et les gaspillages mais aussi pour promouvoir la sobriété auprès des différents consommateurs est une priorité pour nous. Nous nous sommes également mobilisés aux côtés de nos clients pour la protection de la ressource en développant, par exemple, des solutions de **réutilisation des eaux usées** grâce à un plan d'équipement de 100 stations d'épurations à horizon 2024, ce qui représentera une économie d'environ 3 millions de m³ d'eau potable, soit l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'une ville de 180 000 habitants.

Au regard de l'urgence climatique, nous souhaitons plus que jamais **construire avec vous l'avenir de l'eau** et faire face aux enjeux de raréfaction des ressources, d'énergie et de pollution, afin d'assurer un développement durable et harmonieux de **votre territoire**.

Les femmes et les hommes de l'activité Eau France, représentés par notre directrice de Territoire, seront à vos côtés pour vous permettre de répondre à ces défis et d'anticiper ceux à venir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Apporter les solutions pour faire face au bouleversement du cycle de l'eau

La France va bientôt entrer dans un rapport nouveau à l'eau. Les experts estiment en effet que d'ici 25 ans, le débit moyen de nos cours d'eau diminuera de 10 à 40% ; et le niveau des nappes phréatiques de 10 à 25%.

Les événements climatiques vont s'intensifier, faisant toujours plus pression sur l'accès à la ressource et sur l'activité humaine. Cela se traduira par des crises sanitaires et environnementales de plus en plus fréquentes : rejets non maîtrisés dans le milieu, pollutions, micropolluants, dégradation de la biodiversité...

Chez Veolia Eau France, notre mission est de prendre soin de l'Eau de sa source à sa restitution à la nature, pour assurer le bien-être des femmes et des hommes.

Pour préserver la ressource, nous mobilisons le meilleur de nos expertises, nous déployons des outils de pilotage dynamiques et des réseaux intelligents Hubgrade qui assurent un usage mesuré et maîtrisé de l'Eau.

Pour lutter contre le changement climatique, nous accompagnons nos clients dans le déploiement de solutions de valorisation du cycle de l'eau.

Nous favorisons aussi toutes les solutions permettant de récupérer l'énergie pour accompagner la Transformation écologique des territoires, par la production de biogaz, les calories dans les réseaux d'assainissement et le photovoltaïque.

Pour permettre l'émergence d'une économie circulaire, nous recyclons les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole, pour les usages industriels et demain pour la consommation de tous ?

Pour protéger chacun, face à l'accroissement des menaces, notre ambition est d'assurer un service toujours plus sûr par le développement d'outils numériques de supervision, de gestion de crise ou de cyber sécurisation avancée.

Pour réussir à relever ces défis, nous devons faire émerger les projets adaptés à chaque territoire, à l'évolution des ressources locales et des usages, en réunissant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes. C'est notre engagement, aux côtés des usagers du services de l'eau et des décideurs politiques.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique au même titre que l'énergie ou le déchet.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.



Veolia, premier opérateur de service d'eau et d'assainissement attesté « **Relation Client 100% France** »

Attestation délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Pro France.

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,7** milliard de m³ d'eau potable distribués
- **1,3** milliard de m³ d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2051** usines de production d'eau potable gérées
- **103** GWh d'énergie renouvelables produite
- **600** kt d'empreinte équivalent CO₂

Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

REUT BOX by VEOLIA REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique liés au dérèglement climatique.



DIABOLO par VEOLIA DIABOLO®, Choisir le charbon actif en toute confiance.



TÉLÉO : TÉLÉO Alarmes constitue la tour de contrôle du télérelevé.



L'ensemble des ces 3 solutions vous sont présentées et détaillées en Annexe « Offres innovantes Veolia ».

Sommaire

1.	L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	9
1.1	Un dispositif à votre service.....	10
1.2	Présentation du contrat.....	13
1.3	Les chiffres clés.....	14
1.4	L'essentiel de l'année 2022.....	15
1.5	Les indicateurs réglementaires 2022.....	21
1.6	Autres chiffres clés de l'année 2022.....	22
1.7	Le prix du service public de l'eau.....	24
2.	LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	25
2.1	Les consommateurs abonnés du service	26
2.2	La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	27
2.3	Données économiques.....	30
3.	LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	32
3.1	L'inventaire des installations.....	33
3.2	L'inventaire des réseaux.....	34
3.3	Les indicateurs de suivi du patrimoine	38
3.4	Gestion du patrimoine.....	40
4.	LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	43
4.1	La qualité de l'eau	44
4.2	La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau	48
4.3	La maintenance du patrimoine	58
4.4	L'efficacité environnementale	60
5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	62
5.1	Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	63
5.2	Situation des biens.....	68
5.3	Les investissements et le renouvellement	69
5.4	Les engagements à incidence financière	70
6.	ANNEXES.....	73
6.1	La facture 120 m ³	74
6.2	Les données consommateurs par commune	75
6.3	Le synoptique du réseau.....	76
6.4	La qualité de l'eau	77
6.5	Le bilan énergétique du patrimoine	83
6.6	Les engagements spécifiques au service	84

6.7	<i>Annexes financières</i>	85
6.8	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	95
6.9	<i>Actualité réglementaire 2022</i>	98
6.10	<i>Certificats d'assurances</i>	102
6.11	<i>Inventaire du patrimoine</i>	108
6.12	<i>Offres innovantes VEOLIA</i>	116
6.13	<i>Actualité climatique 2022 en France</i>	119
6.14	<i>Glossaire</i>	121

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

VEOLIA EAU
Z.I. DU MONT
23200 AUBUSSON
TEL. 05.55.67.71.90



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



www.eau.veolia.fr

Pour toutes vos démarches en ligne



Service pour les sourds ou malentendants accessible depuis notre site internet



05 61 80 09 02

Du lundi au vendredi : 8h – 19h

Samedi : 9h – 12h

Urgences techniques 7j/7 et 24h/24



Nos Apps

disponibles sur iOS et Android



Veolia Eau

TSA 40118

37911 Tours Cedex 9



Territoire Dordogne Limousin

Donner accès à tous à une eau et un assainissement de qualité est notre métier, au cœur des enjeux d'écologie humaine et d'aménagement des territoires.



VALEURS

- SOLIDARITÉ
- RESPONSABILITÉ
- INNOVATION
- SENS DU CLIENT
- RESPECT

CHIFFRES CLÉS



200
contrats
collectivités
et industriels



80 000
abonnés
desservis
en eau potable



126
agents
à votre service



58
installations
de production
d'eau potable



30
usines
de dépollution

NOTRE ÉQUIPE

“Ensemble, nous nous engageons avec enthousiasme pour un service de proximité, innovant et écoresponsable”



Florence MOULY

Directrice de Territoire

florence.mouly@veolia.com

Avenue Pasteur - CS 10018

24121 TERRASSON-LAVILLEDIEU

DIRECTION



Thibaut FORESTIER

Directeur de Développement

thibaut.forestier@veolia.com



Maïté LOLIVE

Directrice Consommateurs

maite.lolive@veolia.com



François COLLEVATI

Directeur des Opérations

francois.collevati@veolia.com



Ludovic MONTEYREAU

Pôle Travaux - Industries

ludovic.monteyreau@veolia.com

NOS SERVICES LOCAUX



Julien DE SOUSA

Manager de Service Local

Causse et Vézère

julien.de-sousa@veolia.com



Renaud DECROUËN

Manager de Service Local

Isle et Dordogne

renaud.decrouen@veolia.com



François COLLEVATI

Manager de Service Local

Limousin

francois.collevati@veolia.com

Région Sud Ouest

22, avenue Marcel Dassault BP 25873

31506 TOULOUSE Cedex 5

05 61 34 77 77

Territoire Dordogne Limousin

Avenue Pasteur CS 10018

24121 TERRASSON-LAVILLEDIEU

05 53 51 70 41

Contact consommateurs

05 61 80 09 02

eau.veolia.fr

Veolia Eau France

30 rue Madeleine Vionnet

93300 AUBERVILLIERS

01 85 57 70 00

1.2 Présentation du contrat

Données clés

Délégataire	Compagnie des Eaux et de l'Ozone
Périmètre du service	AUBUSSON
Numéro du contrat	X0049
Nature du contrat	Affermage
Date de début du contrat	01/07/2017
Date de fin du contrat	30/06/2024

Les engagements vis-à-vis des tiers

En tant que délégataire du service, Compagnie des Eaux et de l'Ozone assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
achat	SI ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE VALLIERE	Achat d'eau au SIAEP de la Région de Vallière Saint-Sulpice-les-Champs
achat	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA ROZEILLE	Achat d'eau au SIAEP de La Rozeille

Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	22/12/2022	Prolongation de 18 mois : échéance portée au 30/06/2024. A compter du 01/07/2022, l'article 13.2 (sanctions) du contrat initial devient sans objet.
1	29/06/2022	Prolongation du contrat pour une durée de 6 mois, réduction des charges, révisions contractuelles.

1.3 Les chiffres clés

Commune d'Aubusson - Service public de distribution d'eau potable

Chiffres clés



3 431

Nombre d'habitants desservis



2 019

Nombre d'abonnés
(clients)



1

Nombre d'installations de
production



5

Nombre de réservoirs



83

Longueur de réseau
(km)



100,0

Taux de conformité
microbiologique (%)



77,1

Rendement de réseau (%)



130

Consommation moyenne (l/hab/j)

1.4 L'essentiel de l'année 2022

1.4.1 Une année de sécheresse

Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 **est la plus chaude** que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

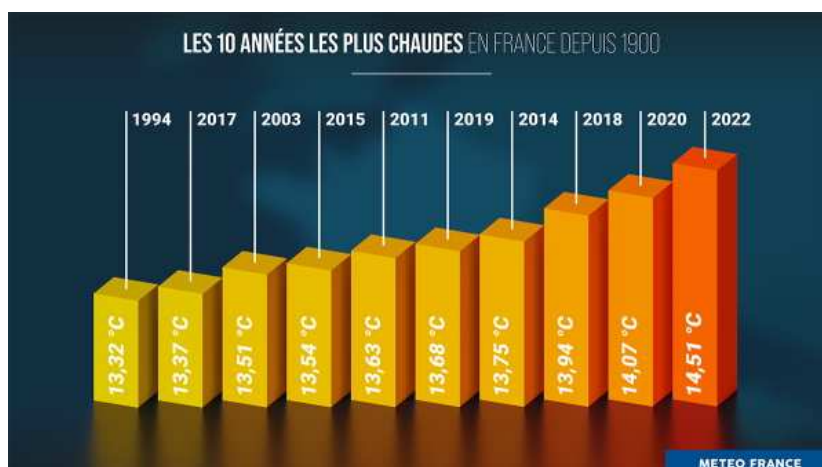
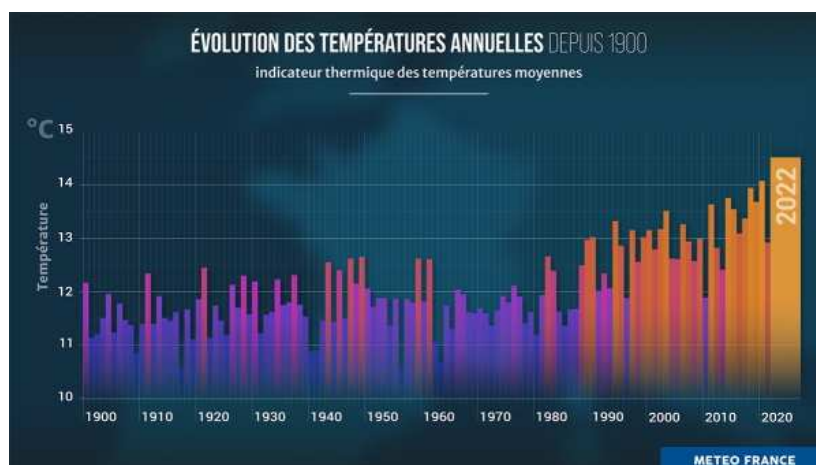
En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010**.

Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !

L'année 2022 a également été **exceptionnellement sèche**, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

Annexe - infographie Météo France



Le **Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022** en France détaillé vous sont présentées et détaillées en Annexe « Actualité climatique 2022 en France ».

1.4.2 Principaux faits marquants de l'année

- Par l'avenant n°1 en date du 29 juin 2022, le contrat liant la Commune et Veolia, qui arrivait à échéance le 30/06/2022, a été prolongé de 6 mois (nouvelle échéance au 31/12/2022) afin de permettre à la Collectivité d'initier la procédure de nouvelle délégation du service public d'eau potable. Cet avenant a aussi pour objets la réduction des charges et diverses révisions contractuelles en raison de l'inflation.
- Par l'avenant n°2 en date du 22 décembre 2022, le contrat liant la Commune et Veolia, qui arrivait à échéance le 31/12/2022 suite à l'avenant n°1, a été prolongé jusqu'au 30 juin 2024, afin de permettre l'aboutissement de la procédure de nouvelle délégation du service public d'eau potable. De plus, considérant la prolongation demandée, d'un commun accord entre les parties, l'application des pénalités est neutralisée à partir du 1er juillet 2022, date de fin du contrat initial.
- Le poteau incendie situé en face du Carrefour Market, qui avait été arraché par un camion de livraison en novembre 2021, a été remplacé début 2022.

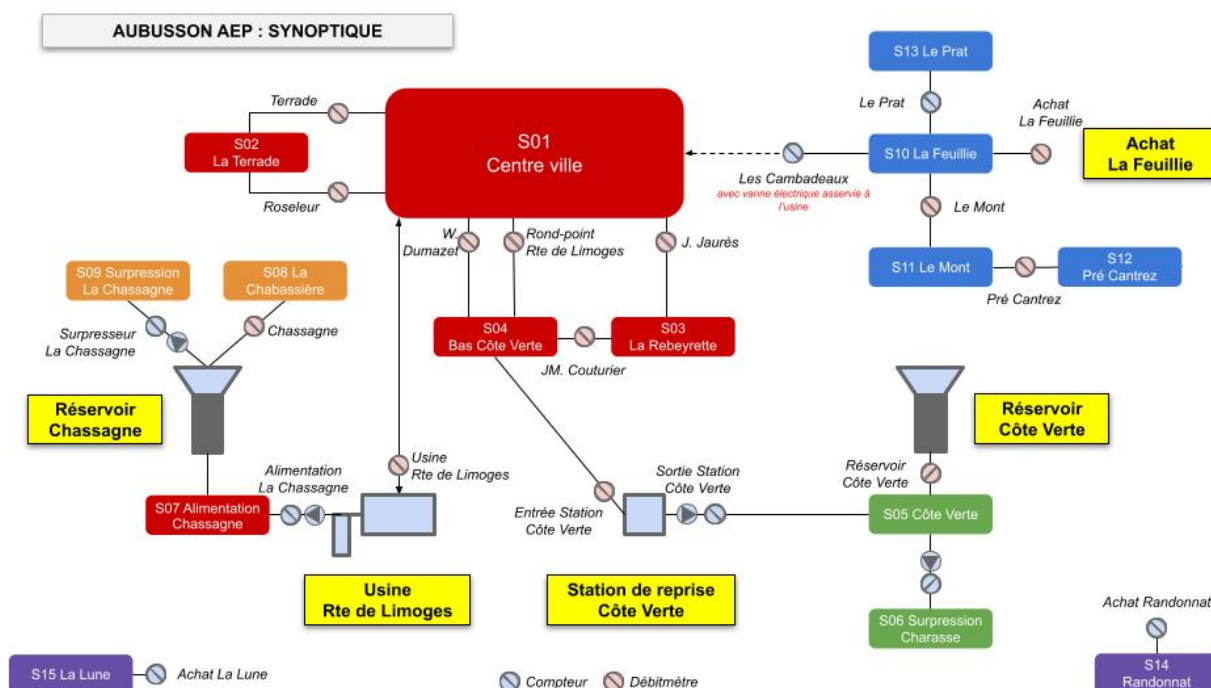


- Au niveau des captages, des portails métalliques ont été installés.
- 2 grosses fuites ont été réparées au cours du premier semestre avenue de la République ; elles n'ont pas pu attendre les travaux de rénovation de septembre.



Branchement

- La sectorisation du réseau de la Commune a été mise en place en avril et mai ; ainsi, le réseau de distribution géré par la collectivité peut être décomposé en 15 secteurs, ce qui facilitera la recherche de fuites.



- Le Bureau d'étude Larbre a été missionné pour la réalisation d'un diagnostic sur l'adduction d'eau potable, avec le géoréférencement des affleurants, la mise en place de compteurs de sectorisation sur le réseau, la modélisation du réseau ainsi que l'élaboration d'un schéma directeur. En février 2022, le géoréférencement conjoint géomètre / Veolia s'est terminé. Les compteurs de sectorisation ont été posés au cours du premier semestre 2022.
- En 2021, l'agence de l'eau Loire Bretagne a établi un plan de relance sur le renouvellement des réseaux fuyards, ainsi la collectivité bénéficie d'un taux de subvention important. Il a été ciblé le renouvellement de la conduite principale entre le réservoir route de Limoges et le rond-point du pont Neuf. Ces travaux ont débuté en mai 2022 pour un montant d'environ 600.000 € H.T., et se sont terminés en février 2023.

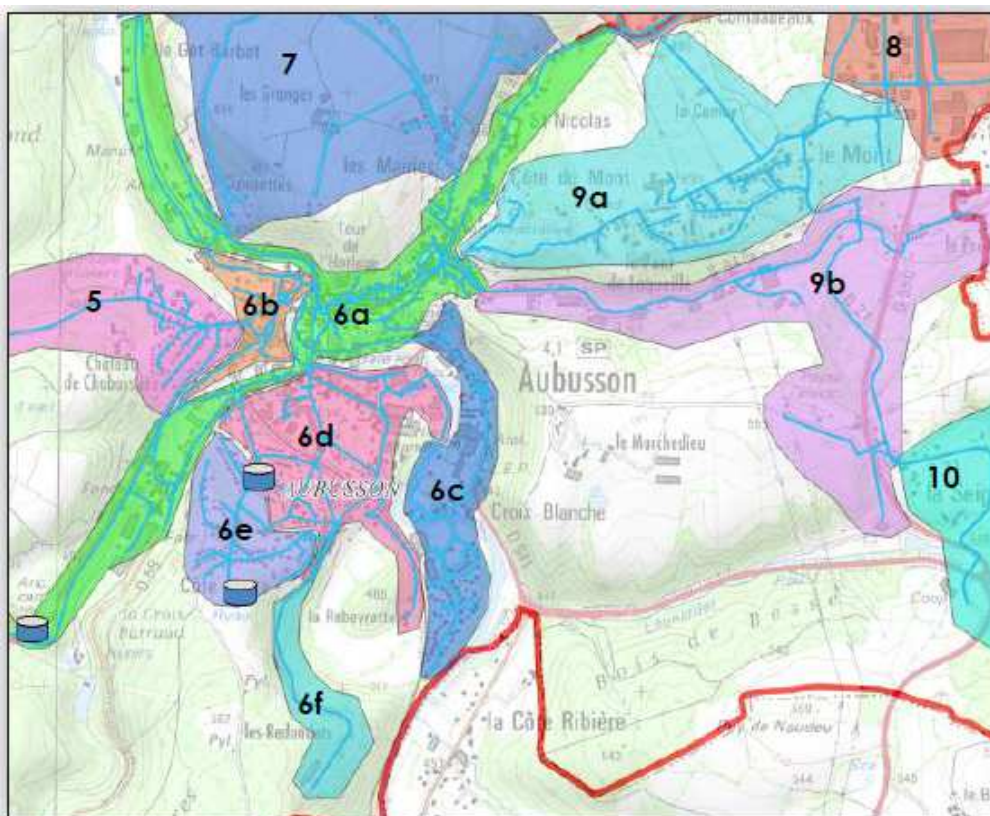


- Une convention a été signée avec le S.D.I.S. Creuse pour mettre à disposition les salariés pompiers volontaires de Veolia sur leur temps de travail.
- Un apprenti est de nouveau en formation au sein de l'unité Creuse Haute-Vienne.

- 💧 En plus d'être un outil de maintien des compétences, la politique de formation de Veolia est un outil de prévention des risques ; pour Veolia, la santé et la sécurité des collaborateurs est une préoccupation prioritaire et permanente. Ces deux axes sont pris en compte au travers d'un plan de formation continu. Ainsi, en 2022, les formations suivantes ont été dispensées :
 - ✓ Outils de découpe - Présentiel digitalisé : 6 agents.
 - ✓ Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) - Encadrant : 2 agents.
 - ✓ Mise en place d'une signalisation temporaire de chantier : 4 agents.
 - ✓ Gestion du risque de consommation de substances psychoactives en Milieu Professionnel : 11 agents.
 - ✓ Habilitation électrique HF BF Chargé de chantier : 2 agents.
 - ✓ Acquérir les pré-requis au CATEC® : 1 agent.
 - ✓ Certification CATEC® : niveau surveillant / intervenant : 2 agents.
 - ✓ CATEC® Intervenant / Surveillant - Maintien et actualisation des compétences : 1 agent.
 - ✓ Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité (CACES) R482 : Engin de chantier - Recyclage : 2 agents.
 - ✓ Sauveteur secouriste du travail (SST) - Initiale : 1 agent.
 - ✓ Le processus du cycle des ventes : 1 agent.
 - ✓ Se recycler à l'habilitation électrique B1(V)-B2(V)-BR-BC-H0(V) : 2 agents.
 - ✓ Travailler avec les produits chimiques dans son usine et assurer le dépotage en toute sécurité - INITIAL : 1 agent.
 - ✓ Parcours Manager de proximité - les fondamentaux : 1 agent.

1.4.3 Propositions d'amélioration

- Le rapport de phase 1 [Etat des lieux - collecte et analyse des données existantes (Réseau, ressources et traitements) - bilan des besoins - projet de sectorisation] de l'étude diagnostic du réseau d'eau potable de la Commune, menée par le bureau d'étude LARBRE Ingénierie, a été présenté en octobre 2022. Ce rapport présente notamment un projet de sectorisation complémentaire qui s'attache principalement à redécouper le secteur centre pour faciliter la recherche de fuites ainsi que le secteur du Mont Hôpital.



Source : LARBRE Ingénierie

Étude diagnostic du réseau d'eau potable - Rapport de phase 1 - Octobre 2022

Cartographie de la sectorisation projetée

- 💧 Le réservoir de La Route de Limoges n'est plus étanche. Suite à des essais en 2019, les fuites sont localisées sur la partie haute du réservoir. Les seuils de fonctionnement du réservoir ont été adaptés afin de limiter les pertes en eau. L'étanchéité intérieure et extérieure du réservoir de la Route de Limoges est donc à refaire (nombreuses fissures sur ses parois et sur son fond). Nous constatons également de nombreuses racines pénétrant à l'intérieur du réservoir : une étude globale de faisabilité doit être engagée par la Collectivité.



- 💧 Captages de La Villate : nous mesurons depuis plusieurs années une diminution des volumes captés ; aujourd'hui il est difficile de comparer les années étant donné les variations climatiques importantes avec des sécheresses sévères (les sources sont fortement influencées par les précipitations). Suite à la pose d'un accélérateur sur l'arrivée des captages au réservoir de la route de Limoges en août 2012 et à la protection des captages réalisés en 2013, un nettoyage des drains par hydrocurage et une inspection télévisée fin 2014, Veolia a procédé à une observation des volumes entrants sur la station route de Limoges sur les années 2015 et 2016, notamment en période d'étiage. Cette observation n'a pas permis avec certitude d'affirmer auprès de la Collectivité qu'il était nécessaire de réhabiliter l'ensemble des captages.
- 💧 Un particulier résidant à Salesses a fait une demande de renouvellement de branchement compliquée afin de ne plus avoir son branchement chez le voisin. Cette modification entraînerait une extension du réseau existant coûteuse. La demande est à étudier.
- 💧 Une proposition d'installation d'une borne de puisage a été faite à la Collectivité ; celle-ci permettrait de comptabiliser les volumes mis à disposition pour les entreprises, et ainsi de diminuer les volumes distribués sans comptage.

1.4.4 Evolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

- Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie
- Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité
- Résilience des territoires et des réseaux
- Verdissement de la commande publique
- Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)
- La directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine est transposée : vers toujours plus de qualité et de services pour l'eau potable !
- Métabolites de pesticides : des nouveaux critères de gestion qui évoluent !
- Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

L'ensemble de ces évolutions réglementaires vous sont présentées et détaillées en Annexe 6.9 « Actualité réglementaire 2022 ».

1.5 Les indicateurs réglementaires 2022

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	3 513	3 431
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m ³ TTC	Délégataire	2,89 €/m ³	3,12 €/m ³
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %	100,0 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	98	98
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	70,3 %	77,1 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	3,69 m ³ /jour/km	3,05 m ³ /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	3,38 m ³ /jour/km	2,69 m ³ /jour/km
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	80 %	80 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0	0
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0	0
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	3,94 u/1000 abonnés	4,46 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	1,82 %	1,69 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	1,97 u/1000 abonnés	0,99 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6 Autres chiffres clés de l'année 2022

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	90 388 m ³	63 874 m ³
VP.059	Volume produit	Délégataire	90 388 m ³	63 874 m ³
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	158 359 m ³	192 543 m ³
	Volume mis en distribution (m ³)	Délégataire	248 732 m ³	256 417 m ³
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	4 654 m ³	5 492 m ³
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	174 892 m ³	197 616 m ³
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	20	28
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
	Nombre d'installations de production	Délégataire	1	1
	Capacité totale de production	Délégataire	300 m ³ /j	300 m ³ /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	5	5
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	3 420 m ³	3 420 m ³
	Longueur de réseau	Délégataire	83 km	83 km
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	60 km	60 km
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml	0 ml
	Nombre de branchements	Délégataire	2 014	2 017
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	17	13
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	0	4
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	5	3
	Nombre de compteurs	Délégataire	2 787	2 784
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	256	126
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
	Nombre de communes	Délégataire	1	1
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	2 033	2 019
	- Abonnés domestiques	Délégataire	2 032	2 019
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	0	0
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	1	0
	Volume vendu	Délégataire	132 788 m ³	177 260 m ³
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	132 773 m ³	177 260 m ³
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	0 m ³	0 m ³
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	15 m ³	0 m ³
	Consommation moyenne	Délégataire	120 l/hab/j	130 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	78 m ³ /abo/an	83 m ³ /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique sur le périmètre du service	Mesure statistique sur le périmètre du service
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	77 %	81 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non	Non
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	PRODUCTEUR	VALEUR 2021	VALEUR 2022
Energie relevée consommée	Délégataire	40 263 kWh	55 765 kWh

1.7 Le prix du service public de l'eau

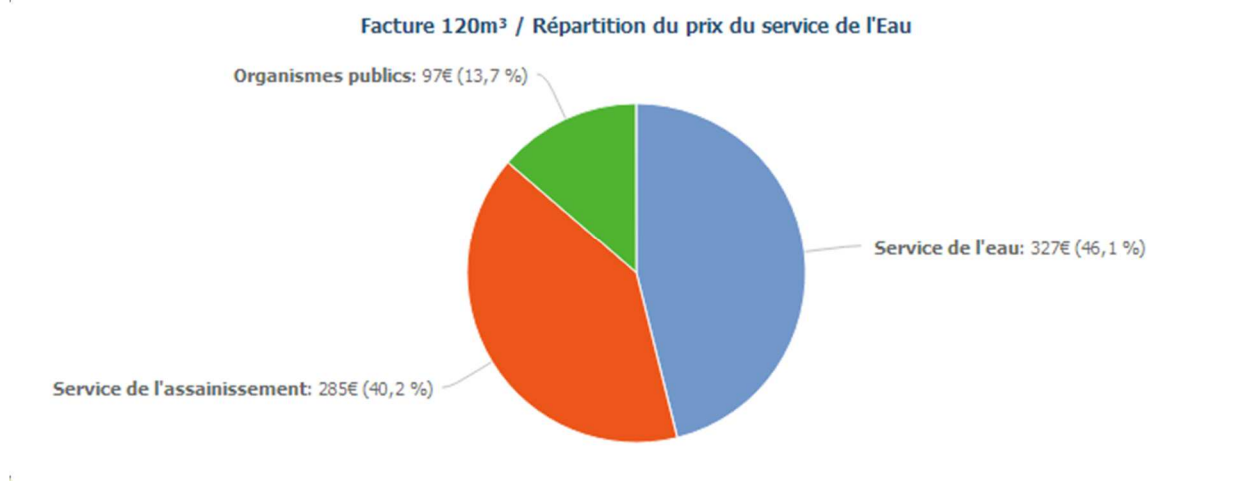
LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de AUBUSSON, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1^{er} janvier, est la suivante :

AUBUSSON Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2023	Montant Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2023	N/N-1
Part délégataire			250,82	276,22	10,13%
Abonnement			30,14	33,20	10,15%
Consommation	120	2,0252	220,68	243,02	10,12%
Part syndicale			48,00	48,00	0,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0238	1,80	2,86	58,89%
Organismes publics			27,60	27,60	0,00%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2300	27,60	27,60	0,00%
Total € HT			328,22	354,68	8,06%
TVA			18,05	19,51	8,09%
Total TTC			346,27	374,19	8,06%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			2,89	3,12	7,96%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de AUBUSSON :



Les factures type sont présentées en annexe.

2.

LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs abonnés du service

→ Le nombre d'abonnés

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	2 009	1 992	2 009	2 033	2 019	-0,7%
domestiques ou assimilés	2 009	1 992	2 009	2 032	2 019	-0,6%
non domestiques	0	0	0	0	0	0%
autres services d'eau potable	0	0	0	1	0	-100,0%

→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Nombre annuel de demandes d'abonnement	167	172	203	206	199	-3,4%
Taux de clients mensualisés	25,5 %	25,9 %	28,0 %	28,2 %	31,1 %	10,3%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	25,9 %	26,4 %	26,2 %	26,9 %	26,6 %	-1,1%
Taux de mutation	8,6 %	8,9 %	10,4 %	10,5 %	10,2 %	-2,9%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.



L'engagement de Veolia en faveur de ce service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.

Cette certification garantit que :

- 100 % des 11 Centres de Relation Client sont implantés en France ;
- 100 % des 1500 collaborateurs et conseillers clientèle impliqués dans cette relation bénéficient de contrats de droit français ;
- 100 % des consommateurs de services publics d'eau et d'assainissement, dont la relation usagers est confiée à Veolia bénéficient d'une proximité et d'une qualité "made in France »

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ la qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et de disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Satisfaction globale	82	87	90	77	81	+4
La continuité de service	92	94	95	93	94	+1
La qualité de l'eau distribuée	76	81	82	79	84	+5
Le niveau de prix facturé	55	60	66	53	61	+8
La qualité du service client offert aux abonnés	75	80	86	75	74	-1
Le traitement des nouveaux abonnements	83	88	92	80	77	-3
L'information délivrée aux abonnés	68	71	74	71	71	0

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

- #1 Qualité :** « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
- #2 Intervention :** « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
- #3 Budget :** « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
- #4 Services :** « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
- #5 Conseil :** « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

→ Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2022, ce taux pour votre service est de 4,46/ 1000 abonnés.

	2018	2019	2020	2021	2022
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	1,99	7,03	2,99	3,94	4,46
Nombre d'interruptions de service	4	14	6	8	9
Nombre d'abonnés (clients)	2 009	1 992	2 009	2 033	2 019

2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2022 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2018	2019	2020	2021	2022
Taux d'impayés	3,71 %	2,65 %	3,73 %	1,82 %	1,69 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	38 523	24 546	31 072	17 475	6 545
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 037 199	924 974	832 083	958 824	387 550

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau,
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées,
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2022, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	3	0	1	0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	273,00	0,00	75,00	0,00	0,00
Volume vendu selon le décret (m3)	178 817	164 721	185 117	132 788	177 260

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

→ ***Les échéanciers de paiement***

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	51	40	16	26	12

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de captage	Débit des pompes (m3/h)
Source La Villate	
Pas de pompe sur les captages.	

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
UPR Route de Limoges	300	1 300
Capacité totale	300	1 300

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
BACHE LA CÔTE VERTE	20
RES. CÔTE VERTE	300
RES. LA CHASSAGNE	500
RES. ROUTE DE LIMOGES C. DROITE	650
RES. ROUTE DE LIMOGES C. GAUCHE	650
Capacité totale	2 120

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)
REPRISE CÔTE VERTE	14
STATION CHARASSE	5
STATION LA CHASSAGNE	5
STATION ROUTE LIMOGES	30

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- 💧 des réseaux de distribution,
- 💧 des équipements du réseau,
- 💧 des branchements en domaine public,
- 💧 des outils de comptage

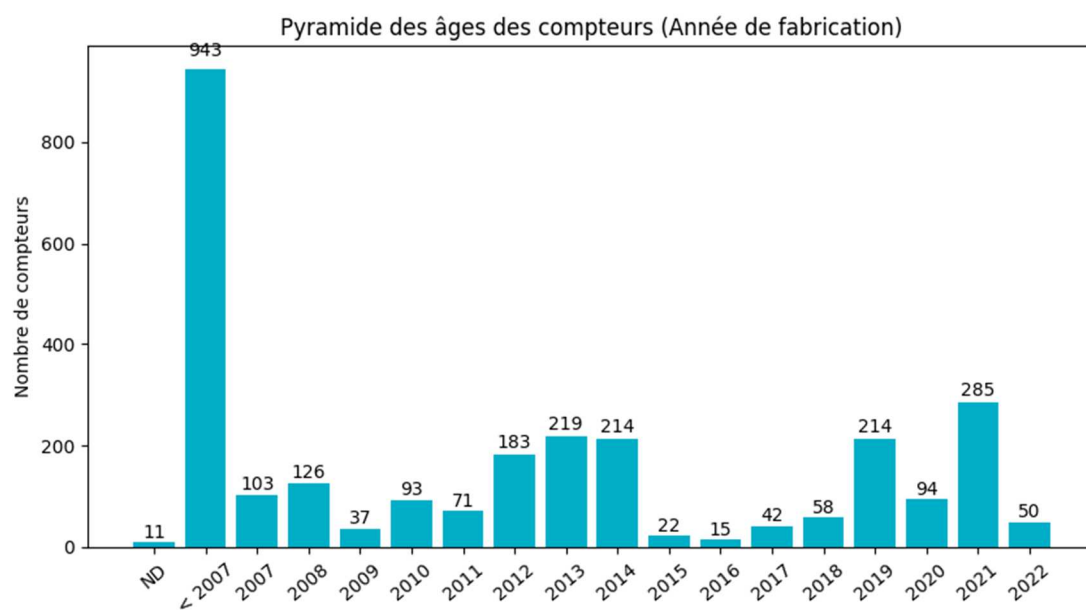
Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	82,6	82,7	82,0	82,8	82,9	0,1%
Longueur d'adduction (ml)	1 048	1 048	1 048	1 048	1 048	0,0%
Longueur de distribution (ml)	81 578	81 647	80 976	81 785	81 857	0,1%
<i>dont canalisations</i>	59 733	59 733	59 107	59 893	59 954	0,1%
<i>dont branchements</i>	21 845	21 914	21 869	21 892	21 903	0,1%
Equipements						
Nombre d'appareils publics	84	84	84	124	159	28,2%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	70	70	70	110	133	20,9%
<i>dont bouches d'incendie</i>	1	1	1	1	1	0,0%
<i>dont bouches de lavage</i>	7	7	7	7	7	0,0%
<i>dont bornes fontaine</i>	3	3	3	3	3	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements	2 002	2 004	2 009	2 014	2 017	0,1%

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1	Qualification
Compteurs							
Nombre de compteurs	2 780	2 762	2 780	2 787	2 784	-0,1%	Bien de retour
<i>dont sur abonnements en service</i>	2 017	1 993	2 039	2 045	2 041	-0,2%	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	763	769	741	742	743	0,1%	

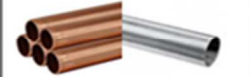
- 💧 La variation du linéaire total des canalisations entre l'exercice N et N-1 peut ne pas correspondre au linéaire total des canalisations neuves posées sur l'exercice en cours. Ce constat est lié au recalage permanent de notre SIG et aux mises à jour régulières du plan effectuées lors des interventions par nos agents de réseau.
- 💧 Le nombre total d'appareils publics a été affiné.



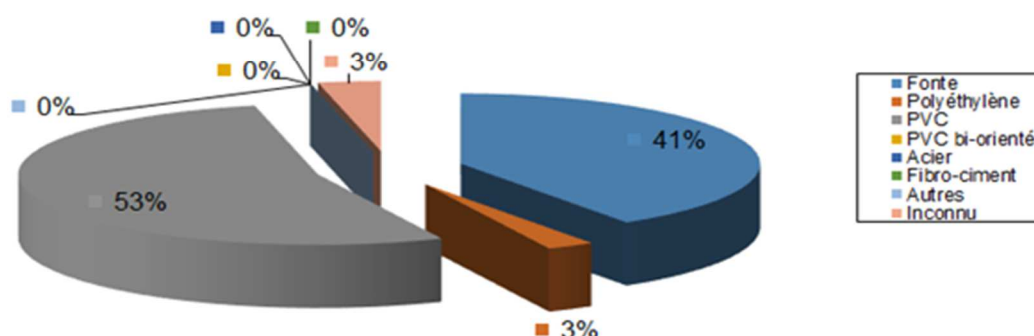
Commune d'Aubusson - Service public de distribution d'eau potable

ANNEE 2022

X0049

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml	Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0		indéterminé	0
	<=50	526		<=65	0
	65	1 282		80	0
	80	1 204		100	0
	100	5 036		150	0
	125	5 197		200	0
	150	8 007		300	0
	175	0		>300	0
	200	1 364	ACIER		
	250	1 320	TOTAL ACIER		0
	300	453		indéterminé	0
	350	0		<=80	0
	400	0		100	0
	450	0		150	0
	>450	0		200	0
				300	0
				>300	0
FONTE			FIBRO CIMENT - BETON		
TOTAL FONTE		24 388	TOTAL FIBRO CIMENT - BETON		0
	indéterminé	0		indéterminé	0
	<=32	128		<=40	0
	40	72		60	0
	50	330		100	0
	63	200		150	0
	75	743		>150	0
	90	0	AUTRES		
	110	0	TOTAL AUTRES		0
	125	60		indéterminé	0
	140	0		<=63	0
	>140	0		75	0
POLYETHYLENE				90	0
TOTAL POLYETHYLENE		1 533		125	0
	indéterminé	33		140	0
	<=32	892		160	0
	40	1 324		200	0
	50	8 525		225	0
	63	5 701		250	0
	75	4 696		>250	0
	90	3 815	PVC BI-ORIENTE		
	110	2 204	TOTAL PVC BI-ORIENTE		0
	125	2 362	INCONNU	indéterminé	156
	140	419		<=100	861
	160	1 606		>100	1 015
	>160	424	TOTAL INCONNU		2 031
PVC			TOTAL		59 955
TOTAL PVC		32 003			

Répartition des canalisations par matériau



Un synoptique du réseau de distribution est disponible en annexe.

→ *Les équipements de surveillance du réseau*

Afin d'améliorer le rendement des réseaux d'eau potable, la commune a lancé un diagnostic du réseau. Il va permettre de définir un plan pluriannuel de renouvellement de canalisation. En parallèle, le renforcement de la sectorisation s'est poursuivi en 2022.

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

Canalisations	2018	2019	2020	2021	2022
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	59 733	59 733	59 107	59 893	59 954
Longueur renouvelée totale (ml)	0	940	0	0	1 920
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	90	0	0	0

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2022 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2018	2019	2020	2021	2022
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	98	98	98	98	98

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		97 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	13
Total Parties A et B		45	43
Code VP	Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
Total:		120	98

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2022 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Pas de renouvellement sur les installations lors de cet exercice.

→ Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1^{er} décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Nombre de compteurs	2 780	2 762	2 780	2 787	2 784	-0,1%
Nombre de compteurs remplacés	63	174	148	256	126	-50,8%
Taux de compteurs remplacés	2,3	6,3	5,3	9,2	4,5	-51,1%

→ Les réseaux

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
COMPTEURS EAU DIA: 12- 20	121	Compte
COMPTEURS EAU DIA: 25- 30	6	Compte
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 40 Equipé	4	Compte
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 60	2	Compte
COMPTEURS EAU DIAMETRE: 100 Equipé	1	Compte

→ Les branchements

Renouvellement des branchements plomb	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Nombre de branchements	2 002	2 004	2 009	2 014	2 017	0,1%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	20	18	17	17	13	-23,5%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	1,0%	0,9%	0,8%	0,8%	0,6%	-25,0%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	0	2	1	0	4	100%
<i>% de branchements plomb supprimés</i>	0,00%	10,00%	5,56%	0,00%	23,53%	100%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Délégué et par la Collectivité

64 branchements ont été renouvelés. Parmi ces 64, 4 nouveaux branchements plomb ont été découverts. Nous avons donc modifié l'historique du nombre de branchements plombs restant au 31/12 dans le tableau ci-dessus. Ces 4 nouveaux branchements plomb ont été supprimés et remplacés.

Liste des 13 branchements plomb restants :

- 💧 1 branchement Grande Rue
- 💧 1 branchement rue du Marchedieu
- 💧 2 branchements place Espagne (dont 1 à confirmer)
- 💧 1 branchement rue Chateaufavier école
- 💧 1 branchement rue du Mont
- 💧 1 branchement rue Jules Sandeau
- 💧 1 branchement rue Vaveix
- 💧 1 branchement avenue de la République
- 💧 4 branchements rue Saint-Jean

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

- 💧 Pas de travaux neufs sur les installations pour cet exercice.

Travaux réalisés par la Collectivité :

- 💧 Pas de travaux neufs sur les installations pour cet exercice.

→ ***Les réseaux, branchements et compteurs***

Les principales opérations réalisées par le délégataire :

- 💧 3 branchements neufs ont été posés.

Les principales opérations réalisées par la Collectivité :

- 💧 Pas de travaux neufs lors de cet exercice.

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	126	101	
Physico-chimique	528	70	

4.1.2 L'eau produite et distribuée

→ Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	1	0	1	21	16	0 n/100ml
Conductivité à 25°C	184	286	1	0	21	0	1100 µS/cm
Fer total	0	388	1	0	21	0	200 µg/l

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	34,40	47,50	7	mg/l	Sans objet
Chlorures	6,70	7,60	2	mg/l	250
Fluorures	0	0	1	µg/l	1500
Magnésium	2,22	2,22	1	mg/l	Sans objet
Nitrates	11	12	3	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0	1	µg/l	0,5
Potassium	1,25	1,25	1	mg/l	Sans objet
Sodium	6,88	6,88	1	mg/l	200
Sulfates	1,20	1,40	2	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	7,60	12,50	3	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2018	2019	2020	2021	2022
Paramètres microbiologiques					
Taux de conformité microbiologique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	13	22	19	21	21
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	13	22	19	21	21
Paramètres physico-chimique					
Taux de conformité physico-chimique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	1	8	7	7	7
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	1	8	7	7	7

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

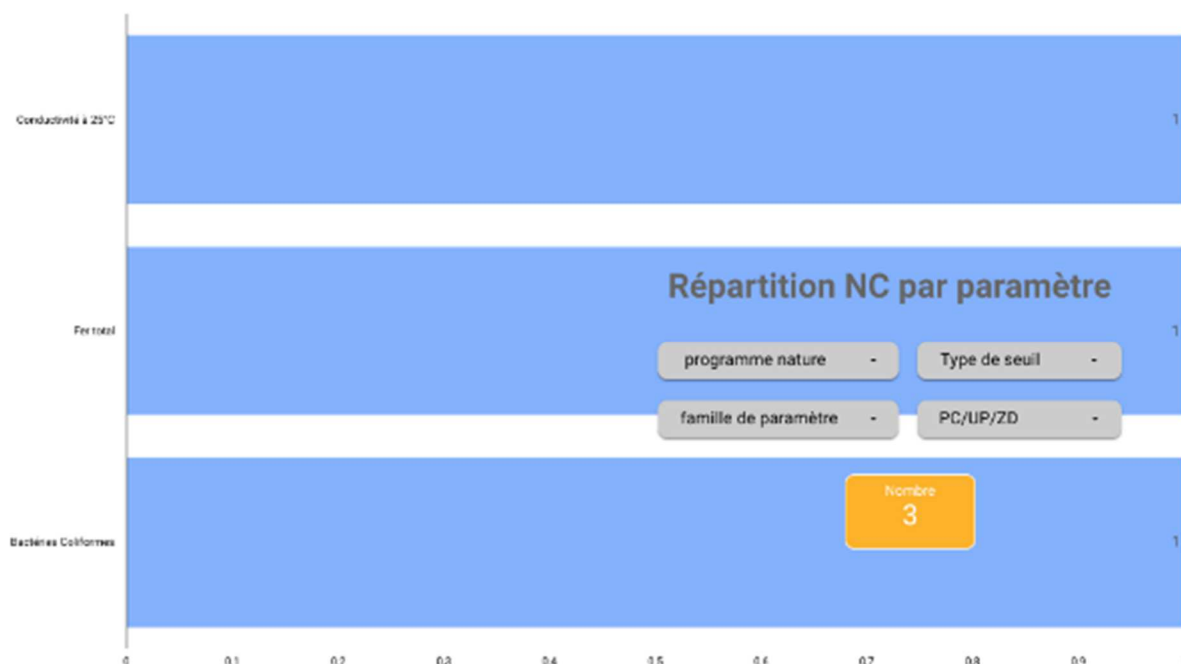
L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 est venue modifier l'instruction du 18 octobre 2012 relative au CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

Situation sur votre service :

Sur 2022, le programme n'a pas mis en évidence de dépassement de la norme.

4.1.4 Bilan de la qualité de l'eau et préconisations

- 💧 L'eau distribuée sur Aubusson est globalement de bonne qualité. Les dépassements sont ponctuels. En revanche, un achat d'eau est nécessaire auprès du syndicat de la Rozeille. La maîtrise de la qualité de l'eau distribuée est dépendante de l'exploitation du syndicat vendeur.



💧 Bactériologie :

La présence de coliformes est une référence de qualité. La présence de coliformes ne doit être que ponctuelle. S'il y a présence de chlore résiduel avec une dose supérieure à 0,1mg/l, l'impact est réduit. Une non-conformité a été détectée en 2022. Une contre analyse est systématiquement effectuée.

date	Nom du prélèvement	programme nature	paramètre	résultat	Unité	Norme Nationale
19 mai 2022	ZD-AUBUCV-027	SYS	Bactéries Coliformes	1	n/100ml	<=0

💧 Conductivité – équilibre calco :

L'unité de traitement Route de Limoge est équipée d'un filtre calcaire permettant une reminéralisation. Une non conformité est apparue, une surveillance de ce paramètre est engagée pour vérifier si une recharge du filtre est nécessaire.

date	Nom du prélèvement	programme nature	paramètre	résultat	Unité	Norme Nationale
15 déc. 2022	UP-RESLIM-UP6	OFF	Conductivité à 25°C	184	µS/cm	[200,1100]

💧 Fer :

Une non conformité est apparue, sur le secteur distribué par l'achat d'eau de la Rozeille.

date	Nom du prélèvement	programme nature	paramètre	résultat	Unité	Norme Nationale
24 août 2022	ZD-LEMONT-D33	OFF	Fer total	388	µg/l	<=200

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

→ L'origine de l'eau alimentant le service

- La commune possède ses propres captages dit « Sources d'Aubusson ». L'eau prélevée subit une reminéralisation sur filtre calcaire et une désinfection par chloration.
- Plusieurs achats d'eaux alimentent majoritairement la commune d'Aubusson, ces achats sont réalisés auprès du Syndicat de la Rozeille et du Syndicat de Saint-Sulpice-les-Champs.

→ Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

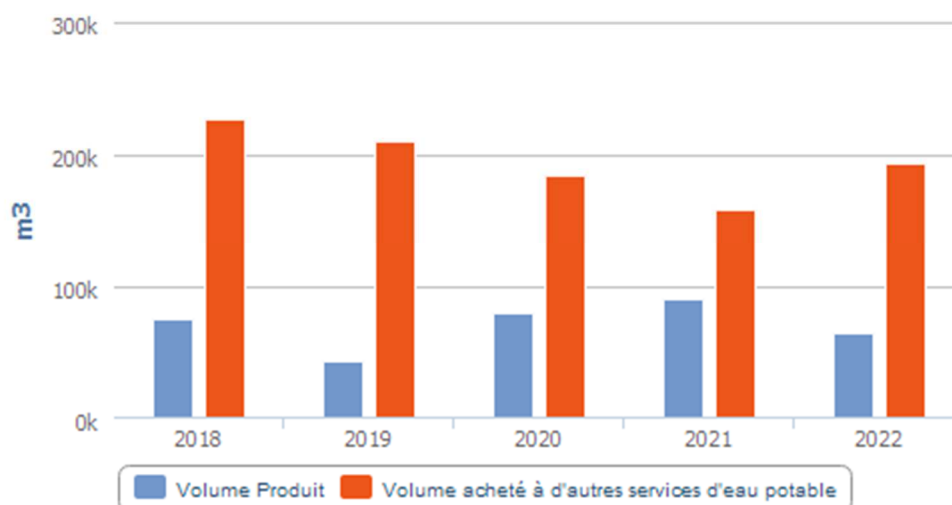
	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Volume prélevé (m3)	74 226	42 991	79 686	90 388	63 874	-29,3%
Volume prélevé par ressource (m3)						
UPR Route de Limoges	74 226	42 991	79 686	90 388	63 874	-29,3%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)						
Eau souterraine non influencée	74 226	42 991	79 686	90 388	63 874	-29,3%

→ Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Volume prélevé (m3)	74 226	42 991	79 686	90 388	63 874	-29,3%
Besoin des usines	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3)	74 226	42 991	79 686	90 388	63 874	-29,3%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	226 124	210 496	183 558	158 359	192 543	21,6%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	15	0	-100,0%
Volume mis en distribution (m3)	300 350	253 487	263 244	248 732	256 417	3,1%

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



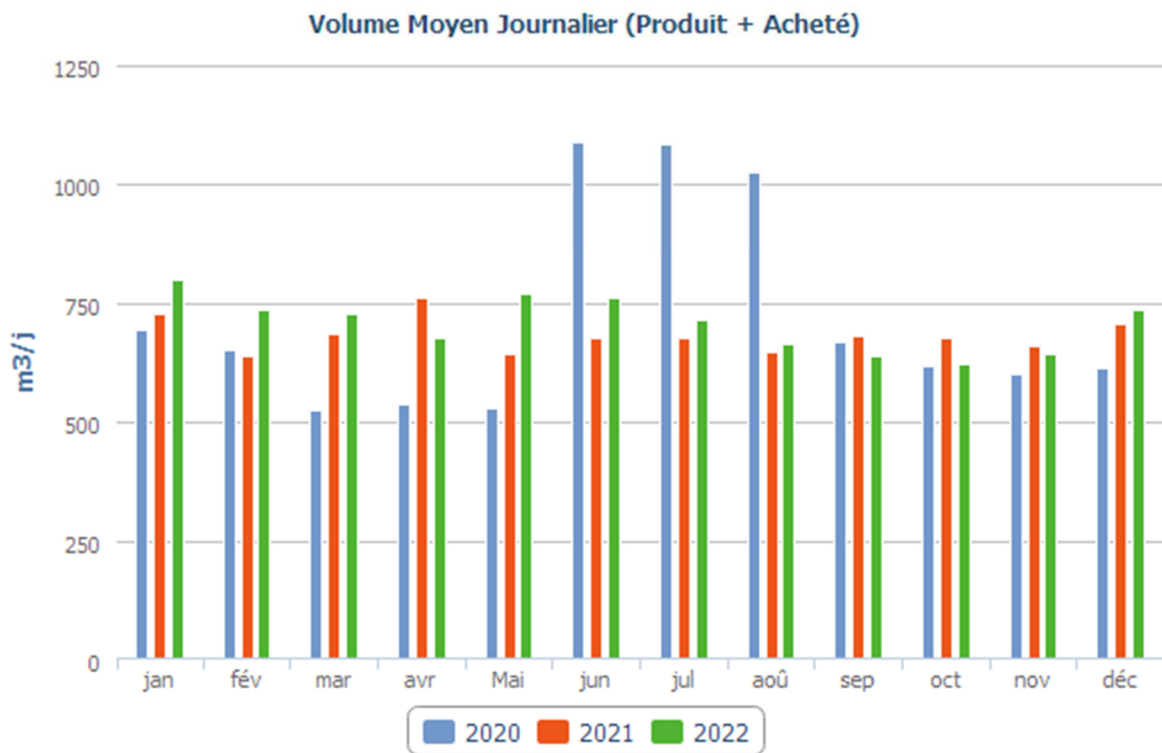
Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	226 124	210 496	183 558	158 359	192 543	21,6%
SI ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE VALLIERE	7 072	8 128	6 504	5 699	5 395	-5,3%
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA ROZEILLE	219 052	202 368	177 054	152 660	187 148	22,6%

→ Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Volume moyen journalier produit (m3/j)	333	293	270	263	212	76	133	141	119	106	93	102
Volume moyen journalier acheté (m3/j)	465	441	456	414	554	683	579	523	517	515	550	633
Total (m3/j)	798	734	726	677	766	759	712	664	636	621	643	735



4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

→ Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	178 817	164 721	185 117	132 788	177 260	33,5%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	178 817	164 721	185 117	132 773	177 260	33,5%
domestiques ou assimilés	178 817	164 721	185 117	132 773	177 260	33,5%
non domestiques	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	15	0	-100,0%

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Volume vendu (m3)	178 817	164 721	185 117	132 773	177 260	33,5%
dont clients individuels	168 304	150 851	176 606	122 475	148 800	21,5%
dont bâtiments communaux	10 513	13 870	8 511	10 298	28 460	176,4%

→ Le volume consommé

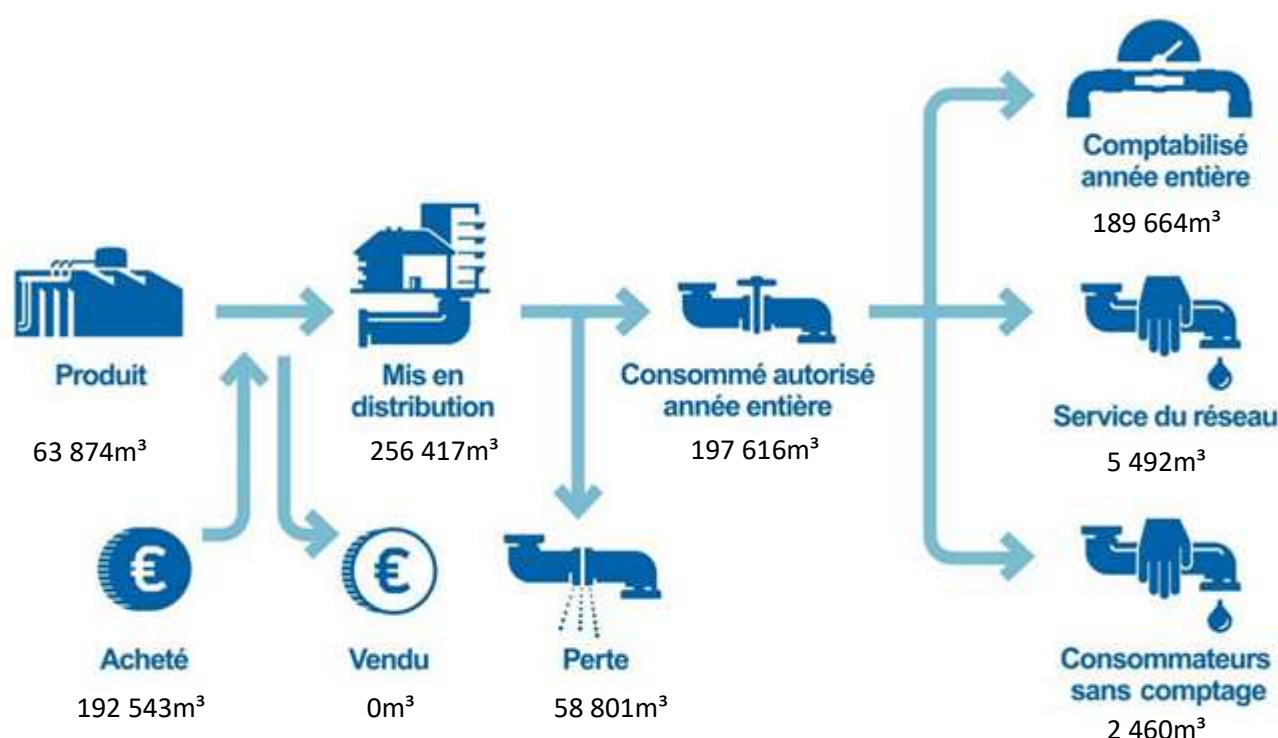
Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	181 421	171 552	183 272	153 858	175 114	13,8%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	180 432	176 883	168 537	168 138	189 664	12,8%
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	367	354	398	334	337	0,9%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	1 350	135	1 685	2 100	2 460	17,1%
Volume de service du réseau (m3)	2 332	1 666	3 825	4 654	5 492	18,0%
Volume consommé autorisé (m3)	185 103	173 353	188 782	160 612	183 066	14,0%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	184 114	178 684	174 047	174 892	197 616	13,0%
Nombre de semaines de consommation	52,28	50,43	56,70	47,58	48,01	0,9%

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

Nom	Ville desservie	Volume (m³)
HOPITAL	AUBUSSON	5807
COM COM CREUSE GRAND S	AUBUSSON	3525
MAISON DE RETRAITE	AUBUSSON	3197
FOYER JEUNES TRAVAILLE	AUBUSSON	2707
SAS CAPAWY	AUBUSSON	2032
FONCIERE PRESILIER	AUBUSSON	1805
ETP	AUBUSSON	1763
CENTRE D'HABITAT	AUBUSSON	1759
HLM DES MERIS	AUBUSSON	1696
GENDARMERIE CASERNE	AUBUSSON	1691
SAS CSF CHAMPION	AUBUSSON	1542
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	1482
LYCEE PROF D'AUBUSSON	AUBUSSON	1429
HLM CROIX BLANCHE B	AUBUSSON	1397
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	1363
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	1360
CREUSALIS	AUBUSSON	1272
MAIRIE ST MARCI GENERA	AUBUSSON	1271
HLM LE MONT N2	AUBUSSON	1218
SAS CAPAWY 2	AUBUSSON	1209
HLM CROIX BLANCHE A	AUBUSSON	1152
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	1103
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	1040
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	1016
MAIRIE ST MARCI PELOUS	AUBUSSON	960
CREUSALIS ANC GENDARM	AUBUSSON	945
LYCEE E JAMOT	AUBUSSON	909
CREUSALIS	AUBUSSON	847
HLM VAVEIX BAT DROITE	AUBUSSON	838
STATION D'EPURATION	AUBUSSON	834
HLM CHABASSIERE	AUBUSSON	824
HLM CHABASSIERE N2	AUBUSSON	818
LYCEE PROFESSIONNEL	AUBUSSON	767
ELECTROLUX PROFESSION	AUBUSSON	759
CREUSALIS OPHLM	AUBUSSON	694
Robert FOUR	AUBUSSON	628
CITE DE LA TAPISSERIE	AUBUSSON	611
LANOE ANDRE	AUBUSSON	606
MAIRIE CHAMP DE FOIRE	AUBUSSON	582
DEBUICHE Yoan	AUBUSSON	579

→ Synthèse des flux de volumes



4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2022 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2022	77,1	66,81	2,69	3,05	9,03

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

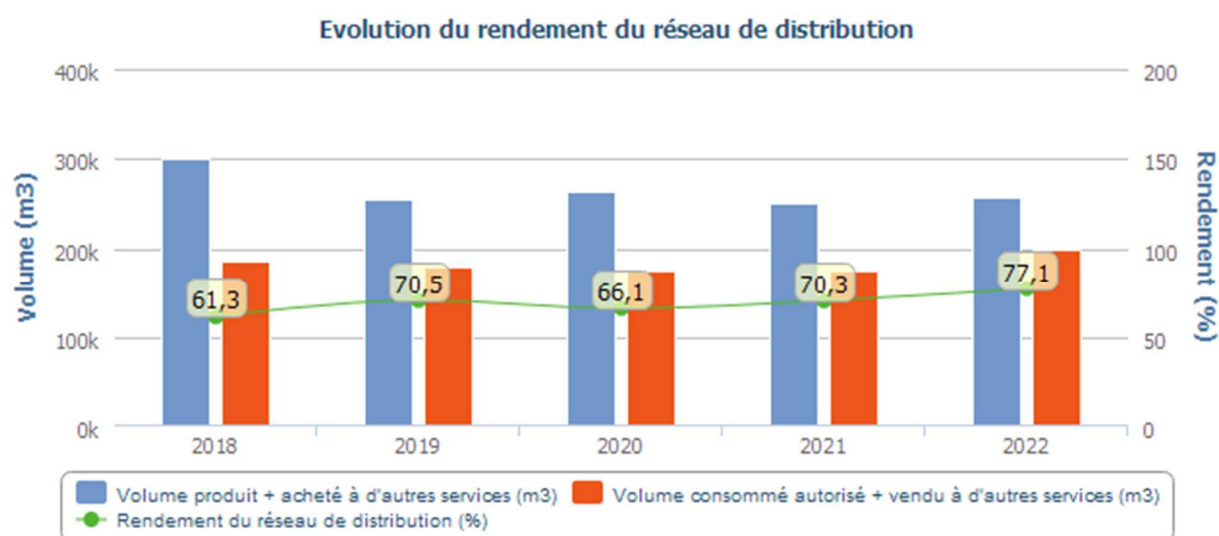
ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	61,3 %	70,5 %	66,1 %	70,3 %	77,1 %	9,7%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	184 114	178 684	174 047	174 892	197 616	13,0%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	0	0	0	15	0	-100,0%
Volume produit (m3) C	74 226	42 991	79 686	90 388	63 874	-29,3%
Volume acheté à d'autres services (m3) D	226 124	210 496	183 558	158 359	192 543	21,6%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



L'activité soutenue de recherche de fuite associée à la mise en route de la sectorisation a permis de faire progresser le rendement de façon significative.

Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2022 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2022.

Nous nous tenons à votre disposition pour la rédaction du rapport en cas de non atteinte de ce rendement minimum.

→ **L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]**

	2018	2019	2020	2021	2022
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,50	3,51	4,38	3,69	3,05
Volume mis en distribution (m3) A	300 350	253 487	263 244	248 732	256 417
Volume comptabilisé 365 jours (m3) B	180 432	176 883	168 537	168 138	189 664
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	59 733	59 733	59 107	59 893	59 954

	2018	2019	2020	2021	2022
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,33	3,43	4,12	3,38	2,69
Volume mis en distribution (m3) A	300 350	253 487	263 244	248 732	256 417
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) B	184 114	178 684	174 047	174 892	197 616
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	59 733	59 733	59 107	59 893	59 954

Sur Aubusson, D=33,65 ; le réseau est de type intermédiaire (D=Nbre d'abonné/Km de réseau (hors branchements)).

Un ILP à 2,69 est classé "bon".

Type	Rural	Intermédiaire	Urbain
Critère	$D < 25$	$25 \leq D < 50$	$50 \leq D$
Bon	$ILP < 1.5$	$ILP < 3$	$ILP < 7$
Acceptable	$1.5 \leq ILP < 2.5$	$3 \leq ILP < 5$	$7 \leq ILP < 10$
Médiocre	$2.5 \leq ILP \leq 4$	$5 \leq ILP \leq 8$	$10 \leq ILP \leq 15$
Mauvais	$4 < ILP$	$8 < ILP$	$15 < ILP$

Tableau 2 Référentiel de l'Agence de l'eau Adour Garonne

ESTIMATION DES VOLUMES CONSOMMES AUTORISES NON COMPTES SELON GRILLE ASTEE

VOLUMES CONSOMMES SANS COMPTAGE (Vcsc) en m³	2.460
Essai BI/PI	2.010
Manœuvre Incendie	450
Espace vert sans compteur	0
Fontaines sans compteur	0
Lavage de voirie avec engins	0
Chasse d'eau sur le réseau d'assainissement	0
VOLUMES DE SERVICE DU RESEAU EN m³	5.492
Nettoyage des réservoirs	1.243
Désinfection après travaux	584
Purge et lavage des conduites	128
Surpresseurs et pissettes	175
Analyseurs de chlore ou tout analyseur en ligne	1.139
*Autres consommations pour raisons de service	2.223

*Autres consommations :

Lavage filtre calcaire 1/mois + 3 nettoyages à cœur

Prélèvements sur PI Z.I. du Mont par diverses entreprises : 242 m³

💧 Période synchrone

Dans les tableaux précédents, le volume mis en distribution est calculé sur l'année civile : du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Afin de rendre homogène le calcul du rendement de réseau, nous recalons ce volume sur la même période que les volumes consommés, à savoir pour cette année : du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2022.

Ce recalage du volume mis en distribution sur une période synchrone aux volumes consommés, permet d'établir un rendement de réseau dit « synchrone ».

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2022 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service sur la période synchrone.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2022	78,8	66,73	2,43	2,79	9,03

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Rendement synchrone du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	60,5 %	61,4%	75,6%	63,8%	78,8%	23,5%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3).....A	184 114	178 684	174 047	174 892	197 615	13%
Volume vendu à d'autres services (m3).....B	0	0	0	15	0	-100,0%
Volume produit (m3).....C	69 298	50 227	64 621	84 965	84 230	-8,7%
Volume acheté à d'autres services (m3).....D	235 149	240 771	165 511	189 249	166 572	-11,98%

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2018	2019	2020	2021	2022
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,69	5,23	2,86	4,85	2,79
Volume mis en distribution (m3).....A	304 447	290 998	230 132	274 199	250 802
Volume comptabilisé 365 jours (m3).....B	180 432	176 883	168 537	168 138	189 664
Longueur de canalisation de distribution (ml).....L	59 733	59 733	59 107	59 893	59 954

	2018	2019	2020	2021	2022
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,52	5,15	2,60	4,54	2,43
Volume mis en distribution (m3).....A	304 447	290 998	230 132	274 199	250 802
Volume consommé autorisé 365 jours (m3).....B	184 114	178 684	174 047	174 892	197 616
Longueur de canalisation de distribution (ml).....L	59 733	59 733	59 107	59 893	59 954

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

→ Les installations

Lieu ou ouvrage	Description
Usine, stations et réservoirs	✓ Entretien des espaces verts. ✓ Dépannage et entretien des postes de télésurveillance. ✓ Relève mensuelle.
Captage de La Villatte	✓ Analyses hebdomadaires sur la qualité des sources. ✓ Démontage et nettoyage du filtre avant accélérateur. ✓ Vérification, nettoyage et désinfection des regards de captage.
Station de reminéralisation route de Limoges	✓ Suivi et entretien. ✓ Vérification mesure chlore et étalonnage à la demande du chloromètre. ✓ Lavage régulier des filtres à neutralite.
Réservoirs	✓ Lavages et désinfections. ✓ Ouverture et fermeture du réservoir de La Chassagne à la demande de Tower Cast pour l'entretien des antennes posées sur le réservoir de La Chassagne.

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

Lieu ou ouvrage	Description
Réseaux, branchements	✓ Réparation purge : 0 ✓ Réfection de voirie ponctuelle : 8 ✓ Information arrêt d'eau : 8 ✓ Manœuvre vanne : 6 ✓ Purges : 17 ✓ Métrés : 8 ✓ Recherche de fuite : 217 tronçons analysés ✓ Pose nouvelle vanne : 0 ✓ Sondage : 0 ✓ Repérages fibre et autre : 12 ✓ Réunions de chantier : 35 ✓ Diagnostics sur branchement : 3 ✓ Diagnostic sur conduite : 1 ✓ Inspection ouvrages : 2 (captages) ✓ Tester et réparer équipements de réseau : 3

4.3.3 Les recherches de fuites

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	15	14	6	8	9	12,5%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,3	0,2	0,1	0,1	0,2	100,0%
Nombre de fuites sur branchement	4	12	3	4	5	25,0%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,2	0,6	0,2	0,2	0,3	50,0%
Nombre de fuites sur compteur	9	3	1	6	13	116,7%
Nombre de fuites sur équipement	0	4	1	2	1	-50,0%
Nombre de fuites réparées	28	33	11	20	28	40,0%
Linéaire soumis à recherche de fuites	7 885	4 493	7 795	41 601	14 811	-64,4%

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2018	2019	2020	2021	2022
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

0% : aucune action ;

20% : études environnementale et hydrogéologique en cours ;

40% : avis de l'hydrogéologue rendu ;

50% : dossier déposé en préfecture ;

60% : arrêté préfectoral ;

80% : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;

100% : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2018	2019	2020	2021	2022
UPR Route de Limoges	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	39 948	32 250	46 100	40 263	55 765	38,5%
Surpresseur	6 420	9 723	8 616	8 472	8 838	4,3%
Installation de reprise	33 528	22 527	37 481	31 791	46 864	47,4%
Réservoir ou château d'eau	0	0	3	0	63	100%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
réduire les quantités de réactifs à utiliser.

💧 Les principaux approvisionnements en réactifs de l'exercice sont précisés ci-dessous :

Contrat	X0049	
Quantité approvisionnée		
Catégorie	U	Total
JAVEL / HYPOCHLORITE DE SODIUM	Litre	1.280

4.4.4 La valorisation des sous-produits

→ La valorisation des déchets liés au service



RESPONSABILITÉ

Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2022
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: X0049 - AUBUSSON AEP

Eau

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
PRODUITS	472 179	488 866	3,53 %
Exploitation du service	338 791	392 170	
Collectivités et autres organismes publics	108 208	77 554	
Travaux attribués à titre exclusif	3 639	2 126	
Produits accessoires	21 542	17 016	
CHARGES	504 034	510 149	1,21 %
Personnel	95 455	122 057	
Energie électrique	6 679	4 513	
Achats d'eau	145 541	182 146	
Produits de traitement	90	531	
Analyses	5 983	5 846	
Sous-traitance, matières et fournitures	42 089	39 790	
Impôts locaux et taxes	3 890	6 762	
Autres dépenses d'exploitation	30 977	37 419	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	<i>3 940</i>	<i>3 419</i>	
<i>engins et véhicules</i>	<i>17 994</i>	<i>16 095</i>	
<i>informatique</i>	<i>10 481</i>	<i>17 128</i>	
<i>assurances</i>	<i>3 003</i>	<i>2 912</i>	
<i>locaux</i>	<i>4 703</i>	<i>8 636</i>	
<i>autres</i>	<i>- 9 143</i>	<i>- 10 772</i>	
Redevances contractuelles	1 000	0	
Contribution des services centraux et recherche	12 175	15 669	
Collectivités et autres organismes publics	108 208	77 554	
Charges relatives aux renouvellements	28 813	0	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	<i>28 813</i>	<i>0</i>	
Charges relatives aux investissements	17 820	8 828	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	<i>17 820</i>	<i>8 828</i>	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	5 311	9 034	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 31 855	- 21 283	33,19 %
RESULTAT	- 31 855	- 21 283	33,19 %

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

08/03/2023

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

CIE DES EAUX ET DE L'OZONE

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2022

Collectivité: X0049 - AUBUSSON AEP

Eau

LIBELLE	2021	2022	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	338 791	392 170	15,76 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	313 415	381 656	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	25 376	10 513	
Exploitation du service	338 791	392 170	15,76 %
Produits : part de la collectivité contractante	61 080	69 685	14,09 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	56 451	68 514	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	4 629	1 171	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	1 753	2 991	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 622	2 589	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	131	402	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	45 375	4 878	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	41 579	11 243	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	3 796	- 6 365	
Collectivités et autres organismes publics	108 208	77 554	-28,33 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	3 639	2 126	-41,58 %
Produits accessoires	21 542	17 016	-21,01 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

08/03/23

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est

reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2022 pour le contrat ressort à **14 469 €**

→ *Explications sur l'impact inflation sur les CARE*

★ Une année marquée par de fortes variations de prix

L'année 2022 a été marquée par un très fort retour de l'inflation qui a bouleversé les équilibres budgétaires prévus des services aux collectivités, parmi lesquels ceux de l'eau et de l'assainissement.

Cette inflation s'est inscrite dans un contexte d'incertitudes multiples et grandissantes depuis la fin 2021, et rendant les prix des matières, des services et de l'énergie très volatiles : impacts de la crise COVID sur les approvisionnements de composants et de matières premières, impact de la guerre en Ukraine sur l'énergie, réduction des capacités de production d'électricité nucléaire en France.

Depuis de nombreuses années, les services Achat de Veolia élaborent des prévisions d'évolution des marchés, et des stratégies d'approvisionnement à 2/3 ans visant à limiter les risques de volatilité de nos prix d'achat. Ces stratégies avaient peu d'impact en période de grande stabilité de l'inflation, mais elles se sont révélées utiles en 2022 pour limiter les violents impacts de la crise.

Sur l'énergie :

- rappelons tout d'abord que le prix de l'énergie est régulé pour partie (ARENH) et que cela ne couvre qu'une partie de l'alimentation des services d'eau et d'assainissement globalement ; les services sont ainsi soumis pour partie aux prix du marché, de même que les achats électriques des autres services publics.
- de 50 euros/MWh en début d'année 2021, le prix de base du marché (non régulé) est passé à plus de 200 euros/MWh dès décembre 2021, et est monté jusqu'à 700 euros à l'été 2022.
- une stratégie de couverture de ces coûts d'énergie non régulés, prise mi-2021 pour les années 2022 et 2023 a permis de limiter les effets de l'inflation sur certains de nos contrats.
- en outre, l'Etat a mis en place courant 2022 un dispositif supplémentaire "bouclier" (ARENH+) qui a permis de réduire les volumes d'achat à acheter sur le marché, ce qui a permis d'améliorer nos factures globales d'électricité sur l'année

Sur les réactifs :

- les prix moyens du marché des réactifs ont augmenté de 64% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau français de Veolia ont permis de limiter nos coûts d'approvisionnement et de sécuriser l'approvisionnement malgré des crises ponctuelles liées à la pénurie de matières.

Sur les matériels et équipements :

- les prix moyens de ces marchés ont augmenté de 12% en 2022
- les contrats d'achats mutualisés au niveau mondial de Veolia ont permis de limiter cette hausse.

Plus globalement, sur certains contrats, la maîtrise des coûts, anticipée et opérée par Veolia, a permis de réduire le dérapage de certaines charges d'exploitation et de travaux, et d'éviter des demandes de révision très fortes des tarifs, à l'instar de ce que l'on observe sur de nombreuses collectivités pour 2023.

Après une inflation moyenne de 5,9 % en 2022, les estimations montrent que pour 2023, elle va continuer d'impacter les prix fortement :

- la Banque de France prévoit une inflation comprise entre 4,7% et 6,9% selon ses scénarios
- l'OCDE estime l'inflation française autour de 5,8 %
- les coûts d'énergie du marché devraient un peu baisser, et les coûts pour Veolia seront encore atténués sur certains contrats par les accords de couverture passés en 2021, ce qui ne sera plus du tout le cas en 2024.

Du fait de ces variations, il est alors important de mettre en place des indices de référence le plus proche de la réalité et de raccourcir les périodes de mise à jour comme cela l'a été proposé aux collectivités cette année.

5.2 Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Aucune dépense du programme contractuel d'investissement n'a été réalisée pour l'exercice 2022.

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

COMMUNE D'AUBUSSON SERVICE EAU COMPTE FONDS DE RENOUVELLEMENT Article 9.3.2 Du 01/07/2017 au 30/06/2023					
POSITION DU COMPTE AU 31/12/2022			EUROS		
DATE DES OPERATIONS	NATURE DES OPERATIONS	DEPENSES	RECETTES	RECETTES-DEPENSES	CUMUL RECETTES-DEPENSES
31-déc.-17	DOTATION 2017		13 662,00		
31-déc.-17	MÉMOIRE TRAVAUX 2017	2 779,01			
TOTAL	ANNEE 2017	2 779,01	13 662,00	10 882,99	10 882,99
31-déc.-18	IMPACT T4M	39,57			
31-déc.-18	DOTATION 2018		27 401,19		
31-déc.-18	MÉMOIRE TRAVAUX 2018	17 094,20			
TOTAL	ANNEE 2018	17 133,77	27 401,19	10 267,42	21 150,41
31-déc.-19	IMPACT T4M	77,60			
31-déc.-19	DOTATION 2019		28 103,06		
31-déc.-19	MÉMOIRE TRAVAUX 2019	12 298,66			
TOTAL	ANNEE 2019	12 376,26	28 103,06	15 726,80	36 877,21
31-déc.-20	IMPACT T4M	171,44			
31-déc.-20	DOTATION 2020		28 613,80		
31-déc.-20	MÉMOIRE TRAVAUX 2020	27 021,36			
TOTAL	ANNEE 2020	27 192,80	28 613,80	1 421,00	38 298,21
31-déc.-21	IMPACT T4M	184,37			
31-déc.-21	DOTATION 2021		28 812,80		
31-déc.-21	MÉMOIRE TRAVAUX 2021	62 392,80			
TOTAL	ANNEE 2021	62 577,17	28 812,80	- 33 764,37	4 533,84
31-déc.-22	IMPACT T4M	-			
31-déc.-22	DOTATION 2022	-	-		
31-déc.-22	TRAVAUX 2022	10 813,77			
TOTAL	ANNEE 2022	10 813,77	0,00	- 10 813,77	- 6 279,93
31-déc.-22	IMPACT T4M				
31-déc.-22	DOTATION 2023		-		
TOTAL	ANNEE 2023	0,00	0,00	-	- 6 279,93
TOTAL	Toutes années confondues	132 872,78	126 592,85	- 6 279,93	

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.

Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ ***Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat***

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,

ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ ***Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia***

Les salariés de Veolia bénéficient :

des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;

des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ ***Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat***

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



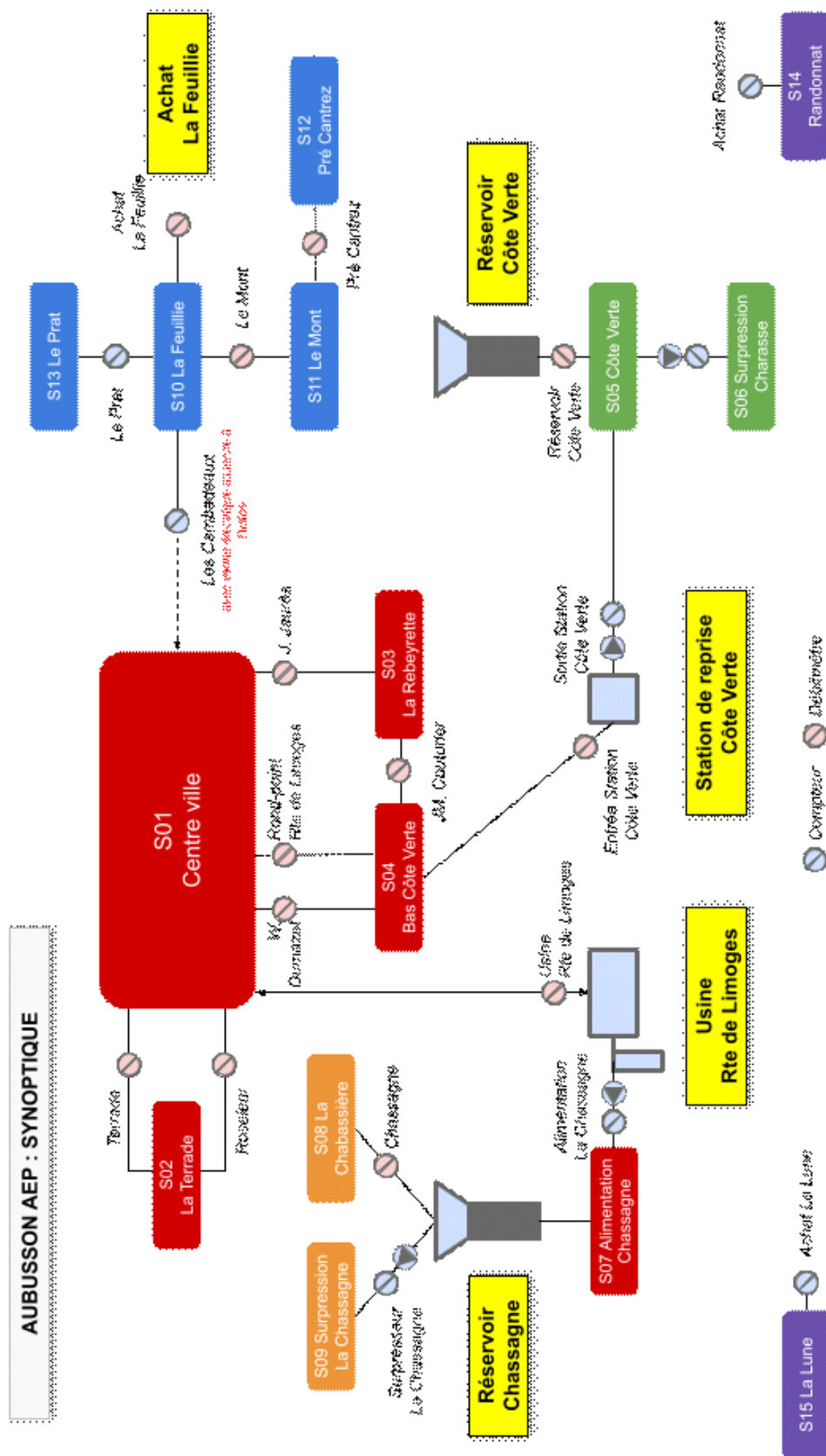
6.1 La facture 120 m³

AUBUSSON	m ³	Prix au 01/01/2023	Montant au 01/01/2022	Montant au 01/01/2023	N/N-1
Production et distribution de l'eau			300,62	327,08	8,80%
Part délégataire			250,82	276,22	10,13%
Abonnement			30,14	33,20	10,15%
Consommation	120	2,0252	220,68	243,02	10,12%
Part syndicale			48,00	48,00	0,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0238	1,80	2,86	58,89%
Collecte et dépollution des eaux usées			272,36	285,43	4,80%
Part délégataire			143,38	156,45	9,12%
Abonnement			21,80	23,78	9,08%
Consommation	120	1,1056	121,58	132,67	9,12%
Part communale			128,98	128,98	0,00%
Abonnement			44,98	44,98	0,00%
Consommation	120	0,7000	84,00	84,00	0,00%
Organismes publics et TVA			94,01	96,77	2,94%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2300	27,60	27,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1600	19,20	19,20	0,00%
TVA			47,21	49,97	5,85%
TOTAL € TTC			666,99	709,28	6,34%

6.2 Les données consommateurs par commune

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
AUBUSSON						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 704	3 605	3 551	3 513	3 431	-2,3%
Nombre d'abonnés (clients)	2 009	1 992	2 009	2 032	2 019	-0,6%
Volume vendu (m3)	178 817	164 721	185 117	132 773	177 260	33,5%

6.3 Le synoptique du réseau



6.4 La qualité de l'eau

6.4.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique			7	7
Physico-chimique			5	5

Détail des non-conformités sur la ressource : tous les résultats sont conformes.

6.4.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,

les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	21	21	16	16	37	37
Physico-chimie	7	7	0	0	7	7

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	%	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité⁴ :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	42	42	32	32
Physico-chimique	221	221		
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	84	84	55	54
Physico-chimique	208	206	53	53
Autres paramètres analysés				
Microbiologique			7	
Physico-chimique	101		12	

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.4.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

PC - Sources Les Chassagnes

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	40		40	1	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	2		2	1	n/ml	
Bactéries Coliformes	2		2	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Flore saprophyte (37°C)	2		2	1	(+)	
pH mesuré au labo	6.01	6.01	6.01	1	Unité pH	
Turbidité	0.42	0.42	0.42	1	NFU	
Conductivité à 25°C	75	75	75	1	µS/cm	
Carbone Organique Total	2.7	2.7	2.7	1	mg/l C	<= 10
Nitrates	12.2	12.2	12.2	1	mg/l	<= 100

⁴ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

UP - Réservoir route de Limoges

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	9	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		6	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		4	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		2	6	(+)	
Pentachlorobenzène	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0.455	0.455	0.455	1	mg/l CO3	
CO2 libre	3.614	3.614	3.614	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	144.239	144.239	144.239	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.9	7.9	7.9	1	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	8.02	8.02	8.02	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.05	7.819	8.13	9	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	8.6	9.825	11.025	6	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	7.2	9.7	11.9	3	°F	
Titre Hydrotimétrique	7.6	10.167	12.5	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	3	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0.192	0.39	9	NFU	<= 2
Température de l'eau	9	11	13.4	3	°C	<= 25
Fer total	0	16.6	25.3	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	34.4	40.471	47.5	7	mg/l	
Chlorures	6.7	7.15	7.6	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	184	233.333	277	3	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.22	2.22	2.22	1	mg/l	
Potassium	1.25	1.25	1.25	1	mg/l	
Sodium	6.88	6.88	6.88	1	mg/l	<= 200
Sulfates	1.2	1.3	1.4	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.223	0.67	3	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	11	11.667	12	3	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.24	0.24	0.24	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.04	0.04	0.04	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.015	0.015	0.015	1	mg/l	<= 0.7
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	0	0	0	1	µg/l	<= 1500

Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Hexachlorobutadiène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	1	Bq/l	
Radon 222	12000	12000	12000	1	mBq/l	<= 100000
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.11	0.439	0.63	9	mg/l	
Chlore total	0.17	0.5	0.72	9	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.2	0.2	0.2	1	µg/l	
Chloroforme	14	14	14	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	3.2	3.2	3.2	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	6.2	6.2	6.2	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	23.6	23.6	23.6	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1

ZD - Réseau Aubusson Centre Ville

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	13	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	21	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	21	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	21	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	21	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	21	n/100ml	= 0
Flore saprophyte (37°C)	0		0	1	(+)	
pH mesuré au labo	7.5	7.725	8	12	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	12	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Turbidité	0	0.167	0.92	20	NFU	<= 2
Température de l'eau	7.4	15.967	23.4	12	°C	<= 25
Fer total	13.3	44.425	118	12	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	227	254.667	282	12	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	12	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.198	0.198	0.198	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.227	0.53	21	mg/l	
Chlore total	0.04	0.293	0.66	21	mg/l	
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	9.5	9.5	9.5	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2.8	2.8	2.8	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	5.2	5.2	5.2	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	17.5	17.5	17.5	1	µg/l	<= 100

ZD - Réseau Aubusson Le Mont

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		113	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		4	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
pH mesuré au labo	7.7	7.867	8	6	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	1.333	8	6	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Turbidité	0	0.103	0.72	7	NFU	<= 2
Température de l'eau	7.3	14.233	21.5	6	°C	<= 25
Fer total	22	87.967	388	6	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	229	263.5	286	6	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	6	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0	0	0	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.137	0.4	7	mg/l	
Chlore total	0	0.187	0.45	7	mg/l	
Bromoforme	0.5	0.5	0.5	1	µg/l	
Chloroforme	11	11	11	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	3.5	3.5	3.5	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	6.5	6.5	6.5	1	µg/l	
Trihalométhanés totaux (4)	21.5	21.5	21.5	1	µg/l	<= 100

6.5 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2018	2019	2020	2021	2022	N/N-1
REPRISE CÔTE VERTE						
Energie relevée consommée (kWh)	9 314	6 684	8 381	7 685	12 005	56,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	623	465	519	419	684	63,2%
Volume pompé (m3)	14 962	14 362	16 156	18 361	17 555	-4,4%
STATION CHARASSE						
Energie relevée consommée (kWh)	1 676	2 629	2 675	2 646	3 248	22,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	2 436	3 567	3 511	3 711	4 505	21,4%
Volume pompé (m3)	688	737	762	713	721	1,1%
STATION LA CHASSAGNE						
Energie relevée consommée (kWh)	4 744	7 094	5 941	5 826	5 590	-4,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 031	899	748	736	789	7,2%
Volume pompé (m3)	4 602	7 889	7 941	7 915	7 087	-10,5%
STATION ROUTE LIMOGES						
Energie relevée consommée (kWh)	24 214	15 843	29 100	24 106	34 859	44,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	466	213	677	303	546	80,2%
Volume pompé (m3)	51 984	74 226	42 991	79 686	63 874	-19,8%

Dans le tableau Installations de reprise, de pompage ou surpresseur ci-dessus, nous avons corrigé l'historique des volumes pompés de la STATION ROUTE DE LIMOGES. L'historique de la consommation spécifique de cette station a donc été modifié également.

6.6 Les engagements spécifiques au service

Description	Délai	Observation
Programme investissement : 15 prélocalisateurs fixes	30/06/2018	Posés en 2018
Procès verbal de contre visite et état des lieux avec inventaire complété	30/06/2018	
Garantie première demande	15/07/2017	Fait
Protocole définissant les adresses mails	31/07/2017	Fait
Programme de recherche de fuite	Annuel	XXX
Plan interne de gestion de crise	31/12/2017	Fait
Mise en place de l'extranet	31/12/2017	Fait
Etablir les tableaux de bord trimestriels et annuels	31/12/2017	Fait
Inventaire des tronçons en domaine privé	31/12/2018	XXX
Modélisation du réseau	30/06/2018	Fait
Informers la collectivité du programme d'autosurveillance	Annuel	Fait pour 2020
Rendement du réseau de 75,2% : (volume consommé autorisé 365j + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)	2018	
Rendement du réseau de 76%	2019	
Rendement du réseau de 77%	2020	
Rendement du réseau de 78%	2021	
Rendement du réseau de 79%	2022	
ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés : (volume mis en distribution – volume comptabilisé 365 jours) / (longueur de canalisation de distribution)/365) à 2,88 m3/j/km	2018	
ILVNC à 2,77 m3/j/km	2019	
ILVNC à 2,63 m3/j/km	2020	
ILVNC à 2,49 m3/j/km	2021	
ILVNC à 2,36 m3/j/km	2022	
114 h de recherche de fuite	Annuel	217 tronçons analysés en 2022

6.7 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2022 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Compagnie Des Eaux et de l'Ozone au sein de la Région Sud- Ouest de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 61 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Compagnie Des Eaux et de l'Ozone a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...); étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux

successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les versements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1^{er} janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis l'exercice 2021 prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique... il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée ;

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021. Il s'élève pour l'exercice 2022 à 3,90%.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2022 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée

comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2022 au titre de l'exercice 2021.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1992, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1992.*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.
DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(oes)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Signature de Julien NIZRI, Directeur Général d'AFNOR Certification

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Placez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Sur le certificat électronique consultable sur www.afnor.org, le titulaire du certificat de l'organisme. The electronic certificate only available on www.afnor.org
afnor est membre du réseau de certification ISO 9001 Certification du Réseau de Management, Trade Association for www.afnor.org
AFNOR Certification est un organisme de certification ISO 9001 Certification du Réseau de Management, Trade Association for www.afnor.org

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 075 052 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE - 75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Signature en vertu de la loi n° 2016-1691 du 24 octobre 2016 relative à la transparence de l'information sur les coûts des services publics.
Signature in accordance with the law n° 2016-1691 of 24 October 2016 relating to the transparency of information on the costs of public services.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Noté le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org. Noté le système de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org.
Noté le système de la certification de l'organisme. Noté le système de la certification de l'organisme. Noté le système de la certification de l'organisme. Noté le système de la certification de l'organisme.

11 rue Francis de Pressensac - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 181 000 € - 478 076 000 RCS Nanterre - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.9 Actualité réglementaire 2022

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

Les crises en cascades : pénurie et flambée des prix des matières premières et de l'énergie.

Les crises successives affectant l'exécution des contrats de la commande publique depuis 2020 et en particulier la pénurie et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ont conduit le ministre de l'économie à solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les modifications des prix et tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision.

Le Conseil d'Etat a ainsi rendu un avis le 15 septembre 2022 (avis n°405540) sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et sur les conditions d'application de la théorie de l'imprévision, rapidement complété par une circulaire du Premier Ministre en date du 29 septembre 2022 (n° 6374/SG) et par une fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques de Bercy en date du 21 septembre 2022.

Délestage de la consommation de gaz naturel et d'électricité

En sus de la hausse conséquente des prix de l'énergie, au cours des prochains hivers, des coupures de gaz et d'électricité sont susceptibles d'affecter les services d'eau et d'assainissement, activités ne relevant pas des services prioritaires prévus par l'arrêté du 5 juillet 1990.

Le décret n° 2022-495 du 7 avril 2022, l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 et circulaire du Premier Ministre en date du 30 novembre 2022 sont venus préciser les mesures de préparation et de gestion de crise en cas de survenue d'une mesure de délestage électrique programmée. Il est notamment souligné la nécessité de mobiliser les gestionnaires de services publics d'eau et d'assainissement afin d'anticiper l'impact du délestage sur leurs services.

Résilience des territoires et des réseaux

En application de la loi du 22 août 2021 "climat et résilience", le décret 2022-1077 du 28 juillet 2022 (JO du 30 juillet 2022) précise le champ d'application du dispositif prévu à l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure visant à améliorer la résilience des réseaux aux risques naturels, de même que les prescriptions pouvant être faites par les préfets dans ce cadre.

Les exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) situés dans les territoires présentant une exposition à un risque naturel important peuvent ainsi être enjoins par arrêté préfectoral à établir certains documents afin d'anticiper la gestion en cas de crise et favoriser un retour rapide à la normale.

Le décret du 2022-907 du 20 juin 2022 (JO du 21 juin 2022) et le décret 2022-1532 du 8 décembre 2022 (JO du 9 décembre 2022) ont précisé l'obligation et les modalités de réalisation et de mise en œuvre des plans communaux (PCS)

Verdissement de la commande publique

Pris en application de la loi "climat et résilience" d'août 2021, le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 (JO du 3 mai 2022) portant diverses modifications du code de la commande publique vise au "verdissement de la

commande publique”. Il prévoit pour les marchés et concessions dont l’avis d’appel public à concurrence ou la consultation est lancé à compter du 21 août 2026 :

- la suppression du critère d'attribution unique fondé sur le prix (le critère du coût devra en effet prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre),
- et la description dans le rapport annuel du concessionnaire des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique.

Le décret prévoit par ailleurs pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2024 :

- un abaissement du seuil annuel des achats à partir duquel les collectivités territoriales doivent adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) à 50 millions d’euros,
- et de nouvelles modalités de recensement économique des marchés et de publication des données essentielles de la commande publique sur un portail national de données ouvertes.

Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS)

La loi 3DS (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022) entend favoriser l’association des communes et le maintien des syndicats infra-communautaires à la gouvernance des compétences “eau” et “assainissement”. Cette loi vient notamment préciser :

- les modalités du maintien du transfert de compétences eau, assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines aux communautés de communes d’ici à 2026, sauf délibération contraire.
- la création de nouvelles exceptions à l’interdiction de subventionner les services publics industriels et commerciaux explicitement relatives aux EPCI.

La directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine est transposée : vers toujours plus de qualité et de services pour l’eau potable !

La directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998. Elle “revalorise l’eau du robinet” au travers de plusieurs évolutions majeures :

1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l’eau potable ;
2. Elle renforce les normes de qualité exigées pour l’eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances, à savoir, le Bisphénol A, l’Uranium, les composés perfluorés (ou PFAS), les acides Haloacétiques, les chlorates, les chlorites, le nonylphénol et la bêta estradiol ;
3. Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d’eau, et la compréhension de leur vulnérabilité ;
4. Elle vise à garantir l’accès à l’eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats...),

Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l’année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d’arrêtés.

Nombre des dispositions de ces nouveaux textes entreront en vigueur au cours des cinq prochaines années et sont porteuses de nouvelles obligations et responsabilités pour les services d’eau.

L’évolution majeure du nouveau cadre réglementaire réside dans la mise en œuvre, sous la responsabilité de la PRPDE (la Collectivité), d’une gestion résolument préventive des risques sanitaires.

Ainsi, à travers un nouvel arrêté dédié, la PRPDE (la collectivité) est responsable de la surveillance de la qualité de l'eau, complémentaire du contrôle sanitaire de l'ARS et conforme au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (PGSSE), intégrant des paramètres susceptibles de faire apparaître des risques émergents.

Ce nouveau cadre réglementaire fait l'objet de commentaires spécifiques dans l'annexe de ce document dédiée à l'actualité réglementaire 2022.

Cette nouvelle réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service d'eau.

Métabolites de pesticides : des nouveaux critères de gestion qui évoluent !

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de l'instruction de décembre 2020, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont renforcé le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement a conduit dès 2021 à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.

Durant l'année 2022, face à cette détection de plus en plus fréquente, les autorités sanitaires ont précisé les modalités de gestion initialement prévues dans l'instruction de décembre 2020.

Ainsi, après avoir saisi le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP), dans son instruction du 24 mai 2022, la DGS a modifié les modalités de gestion des métabolites ne disposant pas de valeur sanitaire définie par l'Anses en préconisant aux ARS d'appliquer alors les valeurs sanitaires établies par l'agence fédérale pour l'environnement allemande (UBA).

Se fondant sur de nouvelles études, dans deux avis publiés le 30 septembre 2022, l'Anses a déclassé comme « non-pertinents » deux métabolites du S-métolachlore, à savoir, le NOA Métolachlore et l'ESA Métolachlore, ce dernier étant fréquemment observé dans les ressources en eau et les eaux produites au-delà des normes réglementaires. Dans ses avis du 30 septembre 2022, l'Anses mentionne toutefois l'évaluation européenne en cours du caractère perturbateur endocrinien du S-Métalochlore susceptible de la conduire à reclasser de nouveau comme « pertinents » ces deux métabolites.

Pour les seuls métabolites non-pertinents, l'arrêté du 30 décembre 2022 (JO du 31 décembre 2022) modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe la valeur indicative de 0,9 µg/L comme seuil à partir duquel un plan d'action préventif sur la zone de captage est nécessaire. Ce faisant, cet arrêté abroge les modalités de gestion prévues, pour les métabolites non-pertinents, dans l'instruction du 18 décembre 2020.

Cette situation nouvelle est susceptible d'évoluer de nouveau au cours des prochains mois. En effet, les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides

Dans ce contexte évolutif, vos interlocuteurs Veolia sont à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les moyens d'action visant à garantir la qualité du service pour l'ensemble des abonnés de votre service.

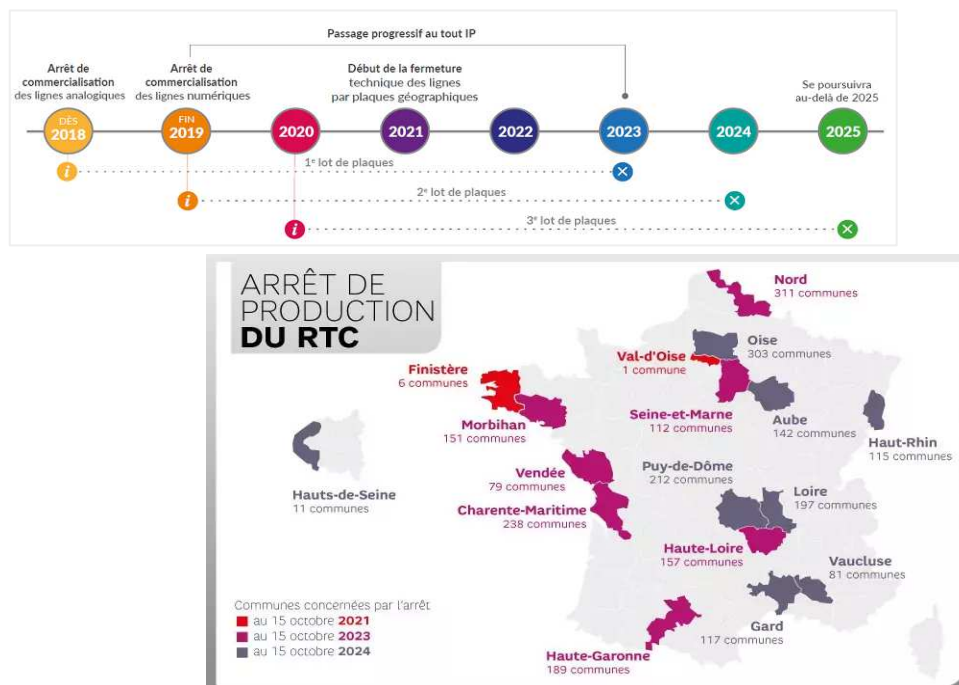
Fin du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) et du support filaire cuivre

Le **réseau filaire cuivre** en France a connu son véritable essor au début des **années 1970**. Dans un premier temps réservé à la téléphonie fixe, il a également porté la naissance de l'internet haut débit avec l'ADSL. Désormais moins adapté aux usages des Français, le cuivre est de plus en plus concurrencé par la **fib**

optique, plus *performante*, moins *énergivore*, et surtout moins sensible aux aléas météorologiques. Le numérique s'installe durablement dans notre paysage.

Les dates clés

A partir de 2023, Orange commencera à démonter les infrastructures RTC par plaques.



Impact sur les installation d'eau

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des lignes internet de type IP gérés par les opérateurs télécom.

Les services RTC et xDSL seront progressivement fermés.

A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, **les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau dans un réservoir, ou d'un débordement du réseau d'eaux usées sur la voie publique.**

La Valeur Ajoutée VEOLIA

- Diagnostic sur les installations et plan d'action
- Renouvellement des installations impactées afin d'utiliser le mode de transfert IP
- Traitement de l'obsolescence et montée en gamme des télétransmetteurs
- Baisse du coût de l'abonnement et des communications

Cette évolution de conditions techniques d'exécution du service est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service

6.10 Certificats d'assurances

Allianz Global Corporate & Specialty SE



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218423** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2023 au 31/12/2023

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 15/12/2022

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :



Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75006 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)
21, rue La Boétie
75006 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218523** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incombent du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

10 000 000 EUR

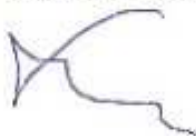
Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période de la police du 01/01/2023 au 31/12/2023 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

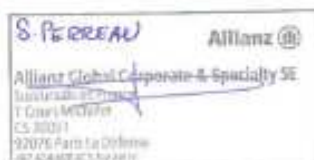
Fait à Paris La Défense, le 16/12/2022

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **Willis Towers Watson France**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

33/34 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,

Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société :

VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux
21 rue la Boétie
75008 Paris.

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2023/FR/PDBI/0001** par **CODEVE Insurance Company DAC**, Elm Park, Merrion Road, Dublin D04 P231, Ireland, et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR** et **FR00019008PR** émises par **XL Insurance Company SE**, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE (PROCEDES M.P. OTTO)
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2023** jusqu'au **31 Décembre 2023**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 30 Décembre 2022

Willis Towers Watson France
Société par Actions Simplifiée au capital de 1 432 000 euros
33/34 quai de Dion Bouton - 92800 Puteaux
Tél. 01 41 43 50 00
811 246 637 RCS Nanterre - N° FR 61311246637
Immatriculation ORIAS 07001707



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.001 / 2 85834
N°SIREN : 775 667 363

Pour tout renseignement contacter :
Site de gestion
SMA SA Grands Comptes Entreprises
8 rue Louis Armand - CS 71201
75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00

**COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE
(PROCEDES M.P. OTTO)**

21, rue La Boétie

0 PARIS

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2023

Valable à compter du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2023

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directeur et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maîtrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA **SMA SA**

Société anonyme à directeur et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



- Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
- Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
- Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
- Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
- Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

Nature des garanties	Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés
Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances.	Marché d'entreprise : 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Sauf marchés relatifs à :
	- construction d'éoliennes : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- réseaux de chaleur : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- cuves et réservoirs : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
Garantie dommages en répercussion	- installations photovoltaïques : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- réseaux enterrés : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	Tous marchés confondus : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an

Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
Le 22/12/2022

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

6.11 Inventaire du patrimoine

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	AUBUSSON AEP		
X0049	CAPTAGES SOURCES DE LA VILLATE		
X0049	REGARD D		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD E		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD F		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD G		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD H		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD I		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD J		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD K		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	REGARD L		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD M		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD N		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	REGARD O		
X0049	CLOTURE	1	2015
X0049	PORTAIL	1	2015
X0049	TAMPON D'ACCES	1	2015
X0049	VANNE DE DEPART	1	
X0049	USINE ROUTE DE LIMOGES		
X0049	ARRIVEE EAU BRUTE		
X0049	VANNE PAPILLON ARRIVEE EB KSB DN 100	1	2004
X0049	BOITE A BOUES BAYARD DN100	1	2012
X0049	BOOSTER DN40 SALMSON LRE204-12/1.5-3G 2kW	1	2012
X0049	TUYAUTERIE DE LIAISON DN100	1	2012
X0049	VANNE ENTREE NEUTRALISATION DN100	1	2004
X0049	ACTIONNEUR VANNE ENTREE NEUTRALISATION MOTEUR BERNARD TRI 0,03KW	1	2019
X0049	VANNE MISE A L'EGOUT EB	1	2004
X0049	ACTIONNEUR VANNE MISE A L'EGOUT MOTEUR BERNARD TRI 0,03KW	1	2012
X0049	TURBIDIMETRE HACH SC100 ULTRATURB BASIC	1	2004
X0049	COMPTEUR D'ARRIVEE EB DN100 OCTAVE K19JI006319J	1	2019
X0049	TETE EMETTRICE COMPTEUR EB ITRON K10	1	2009
X0049	NEUTRALISATION FILTRES 1 ET 2		
X0049	FILTRE NEUTRALITE 1 OUVERT INOX 8M3	1	2004
X0049	CREPINES FILTRE	650	2004
X0049	MEDIA FILTRANT FILTRE 1 8M3	1	2004
X0049	VANNES FILTRE CALCAIRE 1 SOCLA DN100 ET DN200	4	2004
X0049	FILTRE NEUTRALITE 2 OUVERT INOX 8M3	1	2004
X0049	CREPINES FILTRE	650	2004
X0049	MEDIA FILTRANT FILTRE 2 8M3	1	2004
X0049	VANNES FILTRE CALCAIRE 2 SOCLA DN100 ET DN200	4	2004

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	CONDUITE REMPLISSAGE CALCAIRE DN100 INOX		2017
X0049	VANNES CONDUITE REMPLISSAGE CALCAIRE KSB DN100	2	2017
X0049	LAVAGE EAU FILTRES		
X0049	POMPE LAVAGE FILTRE KSB ETANORM M125-200 200M3/H	1	2004
X0049	CLAPET POMPES LAVAGE DN200 SOCLA A PALETTES	1	2004
X0049	CLAPET CREPINE POMPE LAVAGE DN200	1	2004
X0049	TUYAUTERIE ASPIRATION POMPE LAVAGE		2004
X0049	TUYAUTERIE REFOULEMENT POMPE LAVAGE		2004
X0049	VANNES POMPES LAVAGE DN200	3	2004
X0049	VANNES POMPES LAVAGE DN150	1	2004
X0049	LAVAGE AIR FILTRES		
X0049	CANALISATION / TUYAUTERIE		2004
X0049	SURPRESSEUR D'AIR HIBON 429 M3/H 1.4 BAR	1	2004
X0049	VANNES SURPRESSEUR SOCLA DN80	2	2004
X0049	CLAPET SURPRESSEUR DN80 SOCLA A PALETTE	1	2004
X0049	STOCKAGE EAU TRAITEE		
X0049	RESERVOIR CUVE GAUCHE	1	1950
X0049	ECHELLE RESERVOIR GAUCHE RESINE 6M	1	2004
X0049	VANNE SORTIE RESERVOIR GAUCHE DN250 SOCLA 149G0800130	1	1950
X0049	VANNE DE VIDANGE CUVE GAUCHE - VANNE CLOCHE	1	1980
X0049	SONDE DE NIVEAU PARATRONIC 0-6M	1	2004
X0049	RESERVOIR CUVE DROITE	1	1950
X0049	ECHELLE RESERVOIR DROIT RESINE 6M	1	2004
X0049	VANNE SORTIE RESERVOIR DROITE DN250 SOCLA 149G0800130	1	1950
X0049	VANNE DE VIDANGE CUVE DROITE - VANNE CLOCHE	1	1980
X0049	ENSEMBLE CONDUITES INOX		2019
X0049	DESINFECTION		
X0049	CUVE DE STOCKAGE CHLORE PROMINENT 140L	1	2004
X0049	BAC DE RETENTION CUVE PROMINENT	1	2004
X0049	POMPE DOSEUSE CHLORE PROMINENT DELTA 1608	1	2013
X0049	ANALYSEUR DE CHLORE DEPOLOX 4	1	2004
X0049	CIRCUIT D'INJECTION CHLORE	1	2013
X0049	REPRISE VERS RESERVOIR LA CHASSAGNE		
X0049	CLAPET CREPINE POMPE 1 DN100	1	2004
X0049	POMPE 1 KSB MULTITEC V50/AC-3.1 11.167	1	2015
X0049	VANNES POMPE 1 DN50 A OPERCULE		2004
X0049	CLAPET CREPINE POMPE 2 DN100	1	2004
X0049	CONDUITES		2004
X0049	POMPE 2 KSB MULTITEC V50/AC-3.1 11.167	1	2004
X0049	VANNES POMPE 2 DN50 A OPERCULE		2004

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	COMPTEUR ITRON WOLTEX DN80 98WWO00999	1	2004
X0049	TETE EMETTRICE ITRON K100	1	2004
X0049	CLAPET SORTIE POMPES DN100 SOCLA DOUBLE BATTANT	1	2004
X0049	CONTRÔLE - COMMANDE		
X0049	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	1	2020
X0049	TELESURVEILLANCE SOFREL S550 GSM	1	2020
X0049	VARIATEUR DE VITESSE POMPE LAVAGE SCHNEIDER ATV630	1	2020
X0049	TERMINAL GRAPHIQUE VARIATEUR SCHNEIDER ATV	1	2020
X0049	DEMARREUR POMPE 1 SCHNEIDER ALTISTART22	1	2020
X0049	DEMARREUR POMPE 2 SCHNEIDER ALTISTART22	1	2020
X0049	DISJONCTEUR	1	2020
X0049	BATIMENTS		
X0049	REGARD EXTERIEUR ENTERRE BETON	1	2004
X0049	PORTE ACCES RESERVOIR	1	2004
X0049	PORTE ACCES STATION TRAITEMENT	1	2004
X0049	PORTAIL	1	2004
X0049	CLOTURE	1	2004
X0049	ESCALIERS, GARDE CORPS, CAILLEBOTIS		2004
X0049	ENSEMBLE TRAPPES D'ACCES		2004
X0049	CHAUFFAGES AEROTHERME S&P EC-3N 3KW	2	2004
X0049	CHAUFFAGE LOCAL ELECTRIQUE ATLANTIC 2500W 230V	1	2004
X0049	VENTILATEUR S&P HCFBI4 100W	1	2004
X0049	COMPTEUR DOUBLE FLUX OCTAVE DN250	1	2020
X0049	ECLAIRAGE	1	2004
X0049	RESERVOIR DE LA CHASSAGNE ET SURPRESSEUR		
X0049	STOCKAGE		
X0049	CONDUITES RESERVOIR FONTE DN100 ET DN150		1982
X0049	ENSEMBLE VANNES A OPERCULE DN150, DN100	6	1982
X0049	JEU DE DETECTEURS DE NIVEAU POIRES XYLEM 3 FILS		2008
X0049	SONDE DE NIVEAU PARATRONIC 0-6M	1	2008
X0049	SURPRESSEUR		
X0049	PRESSOSTAT TELEMECANIQUE	1	2008
X0049	CAPTEUR DE PRESSION PARATRONIC 0-20BAR	1	2008
X0049	POMPE DE SURPRESSION 1 SALMSON MULTI V 403 FSE T/2	1	2008
X0049	CLAPET REF POMPE 1 DN 32 LAITON	1	2008
X0049	POMPE DE SURPRESSION 2 SALMSON MULTI V 403 FSE T/2	1	2008
X0049	CLAPET REF POMPE 2 DN 32 LAITON	1	2008
X0049	COMPTEUR SAPPAL ALTAIR DN50 C06AE050095	1	2008

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	VANNES SURPRESSEUR DN40 ET DN50 LAITON	4	2008
X0049	CONDUITES SURPRESSEUR PVC 40 ET 50		2008
X0049	BALLON ANTI BELIER REFLEX 800L	1	2008
X0049	CONTRÔLE - COMMANDE		
X0049	ARMOIRE DE COMMANDE	1	2020
X0049	TELEGESTION SOFREL S500	1	2020
X0049	PC	1	2008
X0049	BATIMENT		
X0049	ECHELLE CUVE RESINE 6M	1	1982
X0049	ECHELLE D'ACCES ALU 20M	1	1982
X0049	PORTE D'ACCES RESERVOIR	1	1982
X0049	PORTE D'ACCES LOCAL POMPAGE	1	1982
X0049	TRAPPES D'ACCES		2008
X0049	PORTAIL	1	1982
X0049	CLOTURE	1	1982
X0049	CHAUFFAGE TRIPHASE	1	2008
X0049	ECLAIRAGE	1	2008
X0049	REPRISE DE LA COTE VERTE		
X0049	STOCKAGE		
X0049	BACHE ENTERREE	1	2005
X0049	ROBINET FLOTTEUR BAYARD DN 125	1	2005
X0049	ECHELLE CUVE MOBILE 3M	1	2005
X0049	POMPAGE		
X0049	VANNE ARRIVEE BAYARD DN125 A OPERCULE	1	2005
X0049	CREPINE ASPIRATION POMPE 1 DN75	1	2005
X0049	POMPE DE REPRISE 1 KSB MOVITEC VF15/7/B	1	2012
X0049	CLAPETS POMPE 1 DN50 A PALETTE		2005
X0049	VANNES POMPE 1 SOCLA DN50 PAPILLON		2005
X0049	CREPINE ASPIRATION POMPE 2 DN75	1	2005
X0049	CONDUITES INOX DN75 ET DN50		2005
X0049	POMPE DE REPRISE 2 KSB MOVITEC VF15/7/B	1	2005
X0049	CLAPETS POMPE 2 DN50 A PALETTE		2005
X0049	VANNES POMPE 2 SOCLA DN50 PAPILLON		2005
X0049	BALLON ANTI BELIER CHARLATTE 50L	1	2005
X0049	VANNE DEPART DN50 A OPERCULE	1	2005
X0049	ANALYSE MESURE		
X0049	JEU DE DETECTEURS DE NIVEAU POIRES KSB 3 FILS	2	2006
X0049	SONDE DE NIVEAU PARATRONIC 0-6M	1	2006
X0049	COMPTEUR ITRON FLOSTAR DN65 D03UG027399	1	2006
X0049	TETE EMETTRICE ITRON K10	1	2006
X0049	CONTRÔLE - COMMANDE		
X0049	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	1	2005

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	SOFREL S550RTC-RS485-8DI-8DI-4AI-4DO-4AO	1	2017
X0049	DEMARREUR POMPE 1 SCHNEIDER ATS48D17Q	1	2005
X0049	DEMARREUR POMPE 2 SCHNEIDER ATS48D17Q	1	2005
X0049	PC	1	2005
X0049	BATIMENT		
X0049	PORTE	1	2005
X0049	FENETRES		2005
X0049	TRAPPES D'ACCES		2005
X0049	ECLAIRAGE	1	2005
X0049	CHAUFFAGE TRIPHASE VULCANIC	1	2005
X0049	RESERVOIR SE LA COTE VERTE		
X0049	STOCKAGE		
X0049	RESERVOIR SE	1	1969
X0049	CREPINE DISTRIBUTION DN 100	1	1969
X0049	CLAPET DISTRIBUTION DN 100	1	1969
X0049	VANNES DN100 A OPERCULE	4	1969
X0049	CONDUITES FONTE DN100		1969
X0049	ANALYSE MESURE		
X0049	POIRE DE NIVEAU FLYGT 3 FILS	1	2003
X0049	SONDE DE NIVEAU PARATRONIC 0-6M	1	2003
X0049	CONTRÔLE - COMMANDE		
X0049	TELESURVEILLANCE HF BOX	1	2017
X0049	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	1	2003
X0049	PC	1	2003
X0049	BATIMENT		
X0049	PORTE	1	2017
X0049	TRAPPE D'AERATION	1	2017
X0049	ECHELLE ACCES CHAMBRE ACIER	1	2003
X0049	ECHELLE ACCES CUVE ACIER	1	2003
X0049	ECHELLE INTERIEURE CRINOLINE RESINE	1	2003
X0049	PORTAIL	1	2017
X0049	CLOTURE (ENV 60ML)	1	2017
X0049	ECLAIRAGE	1	2003
X0049	SURPRESSEUR DE CHARASSE		
X0049	POMPAGE		
X0049	VANNES DN 32 LAITON	3	2016
X0049	VANNES POMPE 1 DN 32 LAITON	2	2016
X0049	CLAPETS POMPE 1 DN 32 LAITON	2	2016
X0049	POMPE DE SURPRESSION 1 SALMSON MULTI V 407 FSE T/2	1	2016
X0049	POMPE DE SURPRESSION 2 SALMSON MULTI V 407 FSE T/2	1	2016
X0049	CLAPETS POMPE 2 DN 32 LAITON	2	2016
X0049	VANNES POMPE 2 DN 32 LAITON	2	2016
X0049	BALLON HYDROFORT CHARLATTE 500 L	1	2016
X0049	CONDUITES PVC 40		2016

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	ANALYSE MESURE		
X0049	SONDE DE PRESSION VEGABAR 0-10 BAR	1	2016
X0049	PRESSOSTAT TELEMECANIQUE SECURITE	1	2016
X0049	COMPTEUR ITRON FLOSTAR DN32	1	2016
X0049	CONTRÔLE - COMMANDE		
X0049	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	1	2016
X0049	TELESURVEILLANCE SOFREL S 530 GSM-8DI-2AI-4DO	1	2016
X0049	DISJONCTEUR	1	2016
X0049	PC	1	2016
X0049	BATIMENT		
X0049	HUISSERIES		2016
X0049	CHAUFFAGE ATLANTIC 750W MONO	1	2016
X0049	ECLAIRAGE	1	2016
X0049	VANNE ELECTRIQUE LES COMBADEAUX		
X0049	EQUIPEMENTS		
X0049	REGARDS COMPLETS BETON	2	1999
X0049	VANNES AMONT AVAL STAB DN150	2	1999
X0049	BOITE A BOUES AMONT STAB DN 125 BAYARD	1	1999
X0049	HYDROSTABILISATEUR AVAL DN 125 BAYARD	1	1999
X0049	SOUPAPE SECURITE JET DN 100	1	1999
X0049	VANNE MOTORISEE DN125	1	2018
X0049	ACTIONNEUR BERNARD OAP 400 V 0,035 KW	1	2006
X0049	FILTRE A TAMIS DN 100	1	2007
X0049	COMPTEUR ITRON WOLTEX DN100 D07XI051854	1	2007
X0049	VANNE AVAL DN 100	1	1999
X0049	VENTOUSE DN 60	1	1999
X0049	CONTRÔLE - COMMANDE		
X0049	ARMOIRE DE COMMANDE	1	2005
X0049	SATELLITE TELEGESTION S530	1	2020
X0049	PC	1	2005
X0049	BATIMENT		
X0049	HUISSERIES		2005
X0049	ECLAIRAGE	1	2005
X0049	ACHATS D'EAU - COMPTEURS		
X0049	ACHAT D'EAU LA FEUILLIE (SIAEP DE LA ROZEILLE)		
X0049	VANNE AMONT STAB DN 150	1	1999
X0049	BOITE A BOUES AMONT STAB DN 150	1	1999
X0049	HYDROSTABILISATEUR AVAL DN 150	1	2017
X0049	VANNE AVAL STAB DN 150	1	1999
X0049	VANNE AMONT STAB DN 100	1	1999
X0049	BOITE A BOUES AMONT STAB DN 100	1	2006
X0049	HYDROSTABILISATEUR AVAL DN 100	1	2006

CONTRAT	LIBELLE UT	QTE	DATE INV
X0049	VANNE AVAL STAB DN 100	1	2007
X0049	SOUPAPE SECURITE DJET DN 100	1	2007
X0049	POSTE DE TELEGESTION AUTONOME GSM LS 42 EA	1	2015
X0049	APPAREIL DE MESURE DE PRESSION EN CONDUITE	1	2015
X0049	ACHAT D'EAU LE PRAT (SIAEP DE LA ROZEILLE)		
X0049	REGARD COMPTEUR ACHAT (SIAEP DE LA ROZEILLE)	1	2007
X0049	ACHAT D'EAU LE RANDONNAT (SIAEP DE LA ROZEILLE)		
X0049	REGARD COMPTEUR ACHAT (SIAEP DE LA ROZEILLE)	1	2007
X0049	COMPTEUR LE MONT		
X0049	REGARD COMPTEUR	1	
X0049	COMPTEUR OCTAVE DN 100	1	2020
X0049	TELESURVEILLANCE LS42	1	2020
X0049	ACHAT D'EAU LA LUNE (SIAEP DE ST SULPICE)		
X0049	REGARD COMPTEUR ACHAT (SIAEP DE ST SULPICE)	1	2015
X0049	ACHAT D'EAU LA CHASSAGNE (SIAEP DE ST SULPICE)		
X0049	REGARD COMPTEUR ACHAT (SIAEP DE ST SULPICE)	1	

6.12 Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique.

REUT BOX by VEOLIA REUT BOX, la solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique liés au dérèglement climatique.

C'est quoi ? Une combinaison de technologies éprouvées et robustes nécessitant un minimum de maintenance - un équipement standardisé prêt à l'emploi (mode Plug and Play) qui produit de l'eau de qualité A adaptée pour tous les usages, même les plus contraignants. Elle permet de se substituer à une partie de l'eau potable du site pour des usages internes (nettoyages, préparation polymères, ...) et également de faire de l'irrigation de cultures.

Elle ressemble à quoi ? Unité sur skid ou en container de 5 à 25 m3/



La Reut BOX est composée d'un filtre garni de billes de verre, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage. La Reut Box a un faible encombrement au sol sur site. C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation. Solution modulaire et évolutive qui permet de s'adapter au besoin.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration. Elle élimine les MES ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau.

Les usages de l'eau usée traitée, affinée par la REUT BOX :

- 1 : Substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes
- 2 : Irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages...)
- 3 : Arrosage de stades, espaces verts et golfs
- 4 : Protection incendie, fontaines, nettoyage de voiries, hydrocurage,
- 5 : Utilisation en industries : complément eau de chaudière, eau de process,



DIABOLO®, Choisir le charbon actif en toute confiance.



L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

La transposition de la nouvelle directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine applicable au 1er janvier 2023 vient d'autre part rajouter des nouvelles molécules à surveiller avec des nouvelles concentrations limites d'ici 2026.

Un nouvel arrêté vient par ailleurs préciser la responsabilité de la collectivité Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) dans la surveillance de la qualité de l'eau auprès des populations.

Toutes ces nouvelles réglementations entraînent une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les collectivités et peuvent faire émerger des nouvelles situations de non-conformités de pesticides ou de molécules chimiques.

Bien que la réduction des pollutions à la source soit à privilégier, un traitement de l'eau peut-être nécessaire. Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

Pour choisir en toute confiance, **le meilleur charbon actif** adapté à chaque problématique locale, **Veolia a développé Diabolo®, une solution unique, mobile, rapide et peu onéreuse** pour tester sur place avec l'eau du territoire.

TÉLÉO : TÉLÉO Alarmes constitue la tour de contrôle du télérelevé.



Ce module permet entre autres :

- **de contribuer à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- **de garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés).
- **D'identifier les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.

En 2022, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, 72 000 fuites ont été réparées par nos consommateurs, pour une économie globale de 4,1 millions de m³ (environ 1300 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

6.13 Actualité climatique 2022 en France

Bilan / impacts de l'actualité climatique 2022 en France

L'année 2022 est la plus chaude que la France métropolitaine ait jamais mesurée, loin devant 2020 qui détenait le record. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France, selon Météo France.

En effet, **8 des 10 années les plus chaudes** depuis le début du XXe siècle **sont postérieures à 2010**.

Une année marquée par une période de sécheresse d'une précocité, longévité et intensité exceptionnelle !

L'année 2022 a également été exceptionnellement sèche, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

2022 se classe au **2e rang des années les moins arrosées** (depuis le début des mesures en 1959 - données météo France).

A titre d'exemple, 2022 a été jalonnée de mois records : les mois **de mai** avec un déficit de **60 %** et de **juillet** avec un déficit de **85 %** sont les plus secs jamais enregistrés à l'échelle de la France métropolitaine depuis le début des mesures en 1959.

- 2022 a connu **la 2e plus longue période de sécheresse des sols** de son histoire. L'année a été marquée par un déficit persistant de précipitations depuis la fin de l'hiver 2021-2022.
- La surface affectée par cette sécheresse des sols superficiels a atteint **les trois quarts de la France**. C'est l'une des 5 sécheresses ayant touché la surface du territoire la plus importante. La sécheresse a ainsi été moins généralisée qu'en 1976 ou 2011 mais plus qu'en 2003.
- 2022 a été marquée par un **ensoleillement exceptionnel** sur la plupart des régions, le plus souvent **excédentaire de 15 %**, avec de nombreux records, notamment sur la moitié nord du pays (Rennes +18%, Bourges +17%, Colmar +24%).
- Une année sèche mais régulièrement chaude également avec de nombreuses vagues de chaleur ; tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

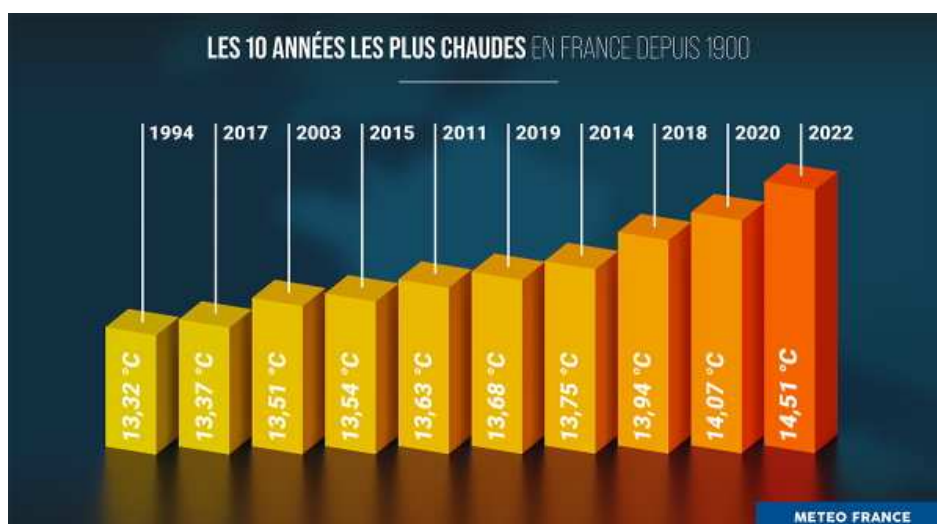
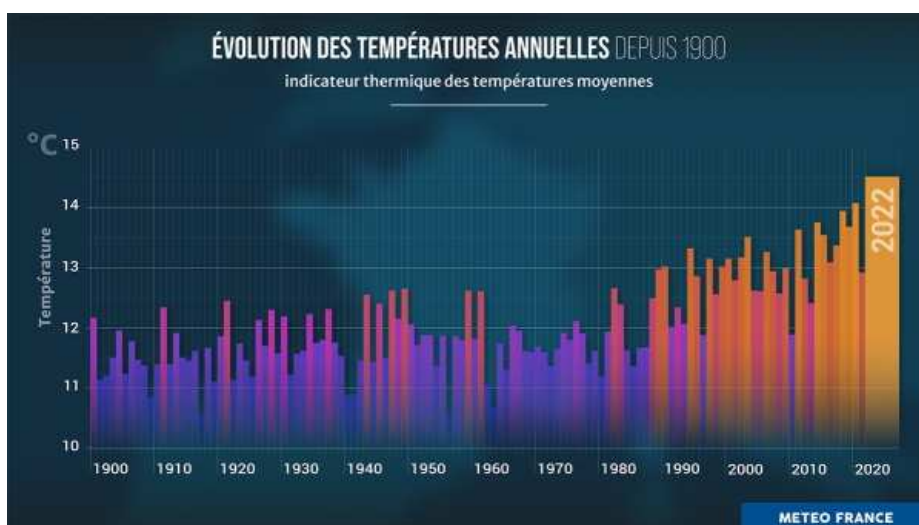
Il en est résulté **un été 2022 classé Extrême** par Météo France.

Trois vagues de chaleur ont concerné la France l'été 2022, la première dès le mois de juin. De nombreux records de chaleur ont été battus. On a par exemple mesuré les 40 °C les plus précoces jamais relevés, avec plus de 40 °C à Saint-Jean-de-Minervois (34) le 16 juin. Jamais auparavant une telle chaleur n'avait duré aussi longtemps et démarré si tôt dans la saison en France continental ayant établi quelques records :

- **33 jours** de canicule au niveau national.
- Canicule **la plus précoce** (depuis le 15 juin) et la plus longue jamais enregistrée
- **+2,3 degrés** au-dessus de la normale (période 1990-2020), juste derrière celle de 2003 (+2,7 degrés).
- **87 records de températures** battus cette année en France ; 43° à Arcachon, 39,9° au Touquet en juillet !!!
- Sécheresse et feux de forêt : **62 000 hectares brûlés** contre 8 500 habituellement, avec des feux en Bretagne (Brocéliande)
- des pertes agricoles inquiétantes : -20% pour le maïs et la pomme de terre
- Dans le même temps, les orages sont plus intenses avec des phénomènes climatiques exceptionnels : 5 morts en Corse le 18 août avec des dommages importants sur les infrastructures...

Vers 2050 les projections indiquent que 1 été sur 2 pourrait ressembler à celui de 2022...

Annexe - infographie Météo France



6.14 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

0 % : aucune action ;

20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;

40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;

50 % : dossier déposé en préfecture ;

60 % : arrêté préfectoral ;

80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;

100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.
L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement :
<http://services.eaufrance.fr/>

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;

ILC : Indice Linéaire de Consommation (m³/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm³/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique

Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.

et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com